

REVOLUTION SOCIALISTE

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Front unique ouvrier pour bloquer l'offensive réactionnaire !

Boycott de toutes les discussions des plans de Sarkozy !

Nantes, mai 2003

Université   Crise bancaire   Iran   Sécu   LCR   Russie 1917

n° 25   octobre 2007   1,50 euro   groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Sarkozy veut faire travailler plus les salariés pour faire gagner plus aux capitalistes

Le candidat du grand capital, fêté par les siens, gouverne désormais à leur service

L'avocat d'affaires et politicien gaulliste Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa s'était avancé comme le candidat de la « rupture », en d'autres termes d'une offensive d'envergure contre ce qui reste des acquis des travailleurs dans ce pays et qui plombe le taux de profit de leurs exploiteurs.

Par antiphrase, le progrès consisterait désormais à liquider des conquêtes sociales arrachées à la bourgeoisie française et à son État en 1936, en 1945, en 1968... Si le prolétariat ne s'empare pas du pouvoir, si les partis réformistes arrivent à empêcher la révolution et à sauvegarder le capitalisme, la classe dominante, conservant l'essentiel, revient sur ses concessions dès qu'elle le peut. Bien que l'exploitation se déroule dans chaque entreprise, dans chaque site, l'État national joue un rôle décisif pour la maintenir et la renforcer :

> *L'État moderne, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste, l'État des capitalistes...* (F. Engels, *Anti-Dühring*, 1878)

Aujourd'hui, la bourgeoisie française est d'autant plus agressive que ses concurrentes lui prennent des parts du marché mondial, que le déficit de la balance commerciale de la France avec le reste du monde se creuse, que la fragilité et le parasitisme de l'économie capitaliste sont, une fois de plus, révélés par la crise financière internationale de l'été.

Même si la candidate du Parti socialiste proposait d'en faire autant en évitant mieux les risques de confrontation sociale, la bourgeoisie française a choisi le candidat de l'UMP, ancien maire de Neuilly, ancien ministre de l'ordre policier et ancien ministre de l'éclatement et de la privatisation d'EDF-GDF. Les grands medias, qui sont aux mains des grands groupes capitalistes, ont propulsé sa candidature.

> *Les capitalistes appellent liberté de la presse la faculté pour les riches de corrompre la presse, la faculté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et pour soutenir la soi-disant opinion publique.* (V. Lénine, *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne,* 1919)

Le 6 mai, il a fêté son élection au Fouquet's, un hôtel de luxe du groupe Barrière, avec le chanteur expatrié pour payer moins d'impôts Hallyday, l'animateur surpayé de TF1 Arthur, le champion cycliste convaincu de dopage Virenque et une bonne partie du gratin patronal : Bernard Arnault, Martin Bouygues, Serge Dassault, François Pinault et Albert Frère. Puis un jet privé du groupe Bolloré l'a conduit à Malte, pour une croisière à bord d'un yacht. Dès son intronisation, Sarkozy a fait adopter un « paquet fiscal », une loi contre le droit de grève dans les transports publics, une loi sur les universités et un décret d'assouplissement de la carte scolaire, la mise en chantier d'un nouveau contrat de travail, l'accélération de la chasse aux sans-papiers...

> *D'ores et déjà l'autonomie des universités a été votée, en quelques semaines et cela va tout changer. On me disait que c'était impossible : des universités dotées d'un président qui pourra diriger, des universités autonomes, toutes les universités. Éh bien, c'est fait ! La loi cadre sur le service minimum dans les transports a été adoptée. Elle va permettre que les usagers ne soient plus pris en otage et que ceux qui étaient contre l'assument devant l'opinion publique. On hésitait depuis des décennies. Éh bien, c'est fait ! Ce n'est qu'un dé-*

Révolution Socialiste n° 25

www.revolution-socialiste.info

but. (N. Sarkozy, *Allocution à l'occasion de l'Université d'été du MEDEF*, 30 août)

Après des vacances estivales dans une résidence de 1 200 m² aux États-Unis louée, paraît-il, 46 000 euros pour deux semaines, Sarkozy a repris l'offensive sur plusieurs fronts : 4e loi en 5 ans contre les immigrés, projet de budget 2008, début de la liquidation des régimes de retraite qui avaient survécu aux lois Balladur de 1993, Juppé de 1995 et Fillon de 2003, allongement des annuités de cotisations de retraite pour tous les salariés, nouvelles franchises médicales, mise en cause des concours de recrutement et du statut de fonctionnaire, perspective de suppression de la législation nationale du temps de travail...

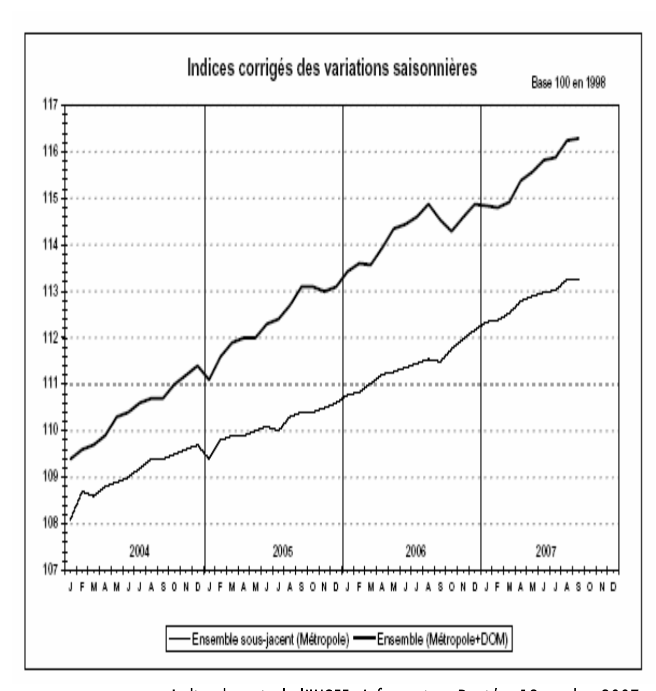
Le monde selon Sarkozy : les patrons sont des victimes, les chômeurs des profiteurs

Les deux principaux candidats à la présidence affirmaient à qui mieux mieux « réhabiliter le travail », « revaloriser le travail ». Sarkozy promettait de « gagner plus ». En réalité, certains vont gagner de plus en plus, d'autres vont travailler plus d'heures, plus d'années, plus dur. Et ce ne seront pas les mêmes...

La hausse des prix (le logement ces dernières années, les carburants et le gaz naturel depuis deux ans, les produits alimentaires actuellement...) rogne déjà le pouvoir d'achat des ouvriers et des employés, même quand ils ont un emploi. En outre, les indemnités et les revenus versés aux chômeurs sont dénoncés par les propriétaires de 4x4, de navires de plaisance et de jets privés. Partout, ces dernières années, leurs représentants, de « gauche » comme de « droite », ont augmenté la pression sur les travailleurs rejetés de la production par le capital (« welfare reform » du démocrate Clinton aux États-Unis, « new deal » du travailliste Blair en Grande-Bretagne, réforme de l'aide sociale au Canada, lois Hartz de la coalition Grünen-SPD de Schröder en Allemagne, réforme de l'aide sociale en Suisse...). Le gouvernement français ne fait pas exception :

> *À la fin du mois, celui qui travaille ne peut pas avoir la même situation que celui qui ne travaille pas...* (N. Sarkozy, *Discours de Colmar*, 6 septembre)

Les chômeurs seraient donc des fraudeurs et des fainéants. Comme si l'existence d'un chômage de masse dans tous les pays capitalistes résultait du choix individuel des travailleuses et des travailleurs. En fait, ceux qui ont droit au régime d'assurance-chômage (Assedic) voient leur revenu chuter car ils ne touchent que 57 % de leur salaire brut, au maximum pour 23 mois. En d'autres termes, un salarié rémunéré 2 000 € bruts par mois quand il était en activité (soit 1 600 € nets), perçoit une fois au chômage une allocation de 1 100 €. Mais des centaines de milliers de chômeurs ne sont pas indemnisés, notamment tous les travailleurs précaires qui, faute d'avoir cotisé suffisamment longtemps, ne peuvent prétendre à une indemnisation, mais également tous ceux qui sont en fin



Indice des prix de l'INSEE, *Informations Rapides*, 12 octobre 2007

de droits. Pour Sarkozy :

> *C'est normal que quand quelqu'un est au chômage, la société lui tende la main, lui donne des indemnisations. Ce n'est pas normal quand on est au chômage, qu'on refuse un emploi qui correspond à votre qualification parce que ce sont les autres qui paient...* (*Discours de Colmar*, 6 septembre)

L'ANPE et l'UNEDIC seront fusionnées, pour diminuer le nombre de leurs salariés et pour mieux radier les chômeurs.

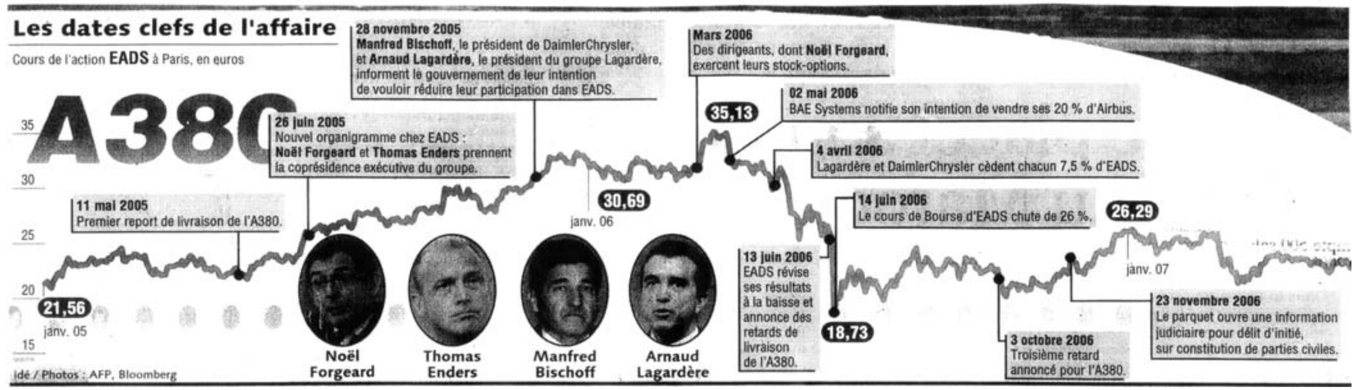
Pour la première fois, un Président de la République s'est rendu à l'université d'été du MEDEF, la principale organisation patronale. Il y a repris les termes de sa présidente, Parisot, pour prôner un contrat de travail qui permette de licencier encore plus facilement.

> *Je suis favorable à la possibilité d'une séparation à l'amiable dans les entreprises.* (N. Sarkozy, *Allocution à l'occasion de l'Université d'été du MEDEF*, 30 août)

La suspicion envers les chômeurs a pour revers l'indulgence envers ceux qui licencient :

> *La pénalisation de notre droit des affaires est une grave erreur, je veux y mettre un terme... Comment comprendre que, dans les cas qui ne mettent en cause que des intérêts privés et pécuniaires, il puisse encore être fait recours au droit pénal ?* (*Allocution à l'occasion de l'Université d'été du MEDEF*)

D'un côté, Sarkozy envoie les flics contre les mal logés (le 5 octobre), traite comme des délinquants ceux qui aident les immigrés et sanctionne les chômeurs ; de l'autre, ceux qui volent des sommes pharamineuses doivent, selon lui, bénéficier de l'impunité pénale. Il marche sur les traces de l'ancien pre-



Les Echos, 4 octobre 2007

mier ministre italien Berlusconi. L'État bourgeois doit garantir les contrats entre capitalistes et donc sanctionner parfois ceux qui ne les respectent pas. Néanmoins, selon Sarkozy, il faut laver son linge sale en famille : quand on est patron ou actionnaire, la corruption, l'abus de biens sociaux, le détournement de fonds, le délit d'initiés en Bourse, ne seraient pas une infraction envers la société tout entière, mais tout au plus une faute à l'égard d'autres intérêts privés.

> *L'AMF (Autorité des marchés financiers) vient de transmettre au parquet de Paris un document accablant pour les groupes Lagardère, DaimlerChrysler, actionnaires, ainsi que pour les principaux dirigeants du groupe européen et de sa filiale Airbus... Le gendarme de la Bourse souligne dans sa note* « le caractère concomitant et massif » *des ventes effectuées par les cadres... Pour l'AMF, il est clair que ces cessions n'auraient pas été réalisées si les nouvelles avaient été bonnes. D'ailleurs, 14 des 21 membres des comités exécutifs d'EADS et d'Airbus n'avaient jamais vendu d'actions avant novembre 2005, preuve de* « l'absence de confiance dans la poursuite de la progression du cours ». *Les deux autres présumés initiés, DaimlerChrylser et Lagardère, qui vendent chacun 7,5 % du capital d'EADS le 4 avril 2006, le font d'une façon étrange aux yeux de l'AMF. Les deux groupes choisissent une vente à terme, c'est-à-dire réalisée en 2007 pour bénéficier de nouvelles mesures fiscales favorables, mais sur la base des cours de 2006. Le fait de ne pas attendre 2007 pour vendre au comptant* « témoigne d'une anticipation par les deux actionnaires d'EADS d'une baisse future du cours ». (*Le Figaro,* 3 octobre 2007)

En réalité, très peu de patrons sont condamnés pour des pratiques délictuelles. Déjà, plus de la moitié des sanctions pénales qui étaient prévues par le droit des sociétés a été supprimée ces dernières années par le parlement UMP et les gouvernements de Chirac. Sarkozy accepte que les requins et les filous qui se font prendre peuvent être condamnés à payer des réparations par un tribunal ordinaire (TGI, tribunal de commerce, conseil des prud'hommes...), voire à acquitter des amendes par une « autorité administrative indépendante » (AMF, Conseil de la concurrence, ARCEP...). Mais il veut éviter aux riches l'humiliation de comparaître devant un tribunal correctionnel et le risque (au demeurant fort réduit) d'aller en prison. La multiplication des prisons et des gardiens ne concerne pas les voyous patrons, mais constitue un aspect de la guerre sociale des nantis contre les exploités et les déclassées.

> *La bourgeoisie assure et maintient sa domination de classe par son système de droit pénal en opprimant les classes exploitées. Sous cet angle, ses tribunaux et ses organisations privées de briseurs de grève poursuivent un seul et même but. Si l'on considère les choses de ce point de vue, la juridiction pénale n'est qu'un appendice de l'appareil de police et d'instruction.* (E. Pasukanis, *La Théorie générale du Droit et le marxisme,* 1924)

Devant le parterre de ses mandants ravis, le nouveau Président de la 5e République gaulliste n'a pas hésité à faire un de ces parallèles douteux qui soulevaient l'indignation de tous les journalistes quand un Le Pen y recourait :

> *Applaudi à plus de vingt reprises, dont une dernière fois debout, Nicolas Sarkozy peut estimer avoir conquis les chefs d'entreprise lors de son discours prononcé jeudi 30 août devant l'université d'été du Medef, à Jouy-en-Josas... Passage le plus applaudi : celui où M. Sarkozy a souhaité mettre un terme aux dénonciations anonymes dans le domaine fiscal :* « A quoi sert-il d'expliquer à nos enfants que Vichy, la collaboration, c'est une page sombre de notre histoire, et de tolérer des contrôles fiscaux ou des enquêtes sur une dénonciation anonyme ? », *a-t-il demandé.* (*Le Monde,* 1er septembre 2007)

En fait, Sarkozy a mené une campagne électorale dont les thèmes étaient proches de ceux du pétainisme (autorité, ordre, travail, patrie...) et il s'emploie à détruire ce que les masses ont arraché à la bourgeoisie quand le régime de Vichy s'est écroulé, comme la Sécurité sociale en 1945.

Franchises médicales, paquet fiscal : Sarkozy prend aux pauvres pour donner aux riches

Quoique conquête sociale de 1945, la Sécurité sociale portait l'empreinte de la 4e puis de la 5e Républiques bourgeoises. Alors que le principe de la solidarité ouvrière aurait imposé que tous les salariés cotisent selon leur revenu et bénéficient des soins

selon leurs besoins. La Sécu ne couvrait pas le risque du chômage, le remboursement n'était pas total, le plafonnement des cotisations aboutissait à des prélèvements proportionnellement plus importants sur les salaires des ouvriers et des employés que sur ceux des cadres, le patronat participait à l'administration des caisses, etc. Certains salariés qui bénéficiaient d'une meilleure protection sociale que celle garantie par « la Sécu », le régime général des travailleurs salariés, ont préféré conserver leurs « régimes spéciaux » de retraite et de santé.

Déjà, 15 % des Français déclarent actuellement renoncer à des soins pour des raisons financières. Il ne s'agit pas des amis de Sarkozy. Le gouvernement prépare, à l'occasion du projet de financement de la Sécurité sociale, de nouvelles franchises sur les trajets en ambulance, les médicaments, les actes paramédicaux.

> *En pratique, les patients devraient payer 0,50 euro par boîte de médicament, autant par acte paramédical (kiné, par exemple) et 2 euros par transport sanitaire.* (*L'Humanité*, 24 septembre 2007)

Les nouvelles franchises s'ajouteraient au « ticket modérateur », au « déremboursement » de médicaments et au « forfait hospitalier » qui sabotent déjà la Sécurité sociale. Elles frapperaient les malades et pèsent plus lourd sur les bas revenus.

Sarkozy a affirmé le 18 septembre qu'une partie des soins devrait *« relever de la responsabilité individuelle à travers une couverture complémentaire »*. En d'autres termes, d'une assurance individuelle privée, à la charge du patient, comme aux États-Unis, où près de cinquante millions de personnes sont dépourvues de couverture maladie, parce que, affirme Sarkozy, *« l'assurance-maladie n'a pas vocation à tout prendre en charge »*.

Et pourquoi pas ? Ce sont les travailleurs qui produisent toutes les richesses, à partir de la nature. Les indemnités chômage, les remboursements de soins, les pensions de retraite dont bénéficient les travailleuses et les travailleurs sont un salaire indirect, la part collective des salaires (dont la part individuelle est le salaire direct dont ils disposent après le paiement de leurs cotisations sociales et des impôts directs).

Un éventuel déficit d'une caisse de protection sociale de salariés devrait entraîner l'augmentation du salaire indirect, par le biais des cotisations sociales des employeurs. Selon le gouvernement, le déficit de la branche maladie du régime général des travailleurs salariés serait de 13 milliards d'euros pour 2007, largement à cause des multiples exemptions de cotisations patronales offertes par tous les gouvernements successifs. Sarkozy et son Assemblée UMP ont décidé, cet été, 15 milliards d'euros de nouveaux allègements fiscaux, soit 2 milliards de plus que « le trou de la Sécu » : bouclier fiscal bénéficiant aux 400 000 ménages les plus fortunés, quasi disparition des droits de successions, réduction de la base de l'impôt sur la fortune, exonération accrue des heures supplémentaires...

Pour les mêmes raisons, la limitation de la durée du travail et le salaire minimum sont également sur la sellette :

> *Il va falloir aller plus loin et simplifier certains aspects de la réglementation du temps de travail... Sur la fixation du SMIC, il faut dépassionner le débat. Une commission indépendante fera chaque année des recommandations aux partenaires sociaux et au gouvernement. Cette recommandation, le gouvernement sera libre de la suivre ou non. L'important c'est qu'elle soit fondée sur des éléments d'analyse objectifs, en particulier l'emploi et la situation économique générale.* (N. Sarkozy, *Discours sur le nouveau Contrat Social*, 18 septembre)

Sarkozy préfère les étrangers riches aux étrangers pauvres et les matons aux profs

L'État se finance de plus en plus sur le dos des pauvres et des revenus moyens pour subventionner les patrons (65 milliards d'euros en 2006), acheter des armes et intervenir militairement dans des dizaines d'autres pays (37 milliards en 2007), payer les mercenaires qui maintiennent l'ordre à l'intérieur des frontières (22 milliards en 2007). Le projet de budget 2008 de Sarkozy, Fillon et Lagarde prévoit 10 000 suppressions de postes d'enseignants, 1 600 créations de postes dans les prisons et les tribunaux, 1 800 postes de policiers et de gendarmes.

Une partie de ces effectifs sert à pourchasser les « sans-papiers ». Si Sarkozy compte parmi ses relations des capitalistes étrangers, s'il embrasse amicalement Poutine qui a ruiné la Tchétchénie et s'il est invité chez les Bush qui ont détruit l'Irak à deux reprises, il refoule, pourchasse les réfugiés de Turquie, d'Italie, d'Irak, les travailleurs qui viennent d'Afrique ou d'Asie.

Le ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale a convoqué le 12 septembre les préfets qui n'expulsent pas assez.

> *Une vingtaine de préfets ont été convoqués mercredi après-midi au ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale pour une «réunion de mobilisation». En fait, un rappel à l'ordre pour les préfets qui n'ont pas rempli leurs quotas d'expulsion de sans-papiers.* «L'objectif n'est pas les expulsions en tant que telles mais bien de répondre au défi de la cohésion de notre identité nationale»*, a commenté Brice Hortefeux au micro de France Info.* (*Libération*, 12 septembre 2007)

Quelques jours après, le 21 septembre, par crainte de la police, Chulan Liu, 51 ans, s'est jetée du 1er étage ; pour la même raison, Ivan Dembski, 12 ans, était déjà tombé du 4e étage le 9 août.

Officiellement, Sarkozy met en place « l'immigration choisie ». L'immigré non choisi sert de bouc émissaire au chômage et à l'insécurité qu'engendre le capitalisme décadent.

Depuis longtemps, le droit d'asile est bafoué. Aider les sans-papiers devient même un délit. Une autre forme d'immigration « subie », selon le terme même de Sarkozy, est le rapprochement familial. La loi Sarkozy du 24 juillet 2006 l'avait déjà considérablement restreint. Un nouveau projet de loi Hortefeux, veut encore ajouter des conditions au rapprochement familial et au droit d'asile : connaissance de la langue par les conjoints avant de venir en France, conditions de ressources relevées pour les conjoints qui vivent en France. La discussion du projet a donné lieu à une surenchère raciste, les parlementaires UMP ayant rajouté le test ADN et l'exclusion des sans-papiers de l'accès à l'hébergement d'urgence.

Une proportion significative des travailleurs qui immigrent se retrouvent dans l'illégalité, ce qui les oblige à accepter des conditions de travail et de rémunération qui contribue à l'augmentation du taux d'exploitation de l'ensemble de la classe ouvrière. L'humiliation des travailleurs d'origine étrangère et la peur dans laquelle vivent en permanence les travailleurs illégaux divisent et affaiblissent le prolétariat. La législation et la réglementation anti-immigrée justifient l'hypertrophie d'un appareil douanier, policier et militaire, la diminution des libertés, transforment toute personne dont les traits ne sont pas de type européen en un délinquant potentiel. Ainsi, la société devient plus policière, la police devient plus raciste. Le président de la 5e République trahit sa nostalgie de la 3e République coloniale :

> *L'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire... Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès... Il reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble être écrit d'avance. Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir.* (N. Sarkozy, *Discours de Dakar*, 26 juillet 2007)

Reste que, quand Sarkozy était ministre de l'Intérieur, les arrestations d'élèves au sein des lycées et de parents « sans-papiers » à la porte des écoles ont souvent provoqué la révolte des enseignants, des lycéens, des parents d'élèves.

L'enseignement à plusieurs vitesses : autonomie des universités, suppressions de 10 000 postes en collège et lycée, fin de la carte scolaire, orientation précoce

Depuis la rentrée 2006, la loi Fillon oblige les élèves à faire des choix dès la fin de la classe de 4e. Deux formules leur sont proposées : l'option facultative de découverte professionnelle de 3h (option facultative offerte à tous, à côté de la langue vivante, du grec, du latin...) ou le module de découverte professionnelle de 6h, *« pour un public d'élèves volontaires à la scolarité fragile »* dans le but de les orienter aussi précocement que possible vers des filières courtes et professionnelles. Pour Sarkozy, c'est insuffisant :

> *Le président de la République m'a donné mission de rompre avec le collège unique.* (X. Darcos, *LCI*, 6 septembre)

Sarkozy et son ministre de l'Éducation Darcos ont d'ores et déjà entrepris de liquider la carte scolaire. Depuis 1963, l'affectation des élèves s'établissait en fonction d'un périmètre scolaire correspondant aux lieux d'habitation de leurs parents. Dans le cadre du capitalisme et de la 5e République, ce système n'assurait évidemment pas l'égalité, à cause de nombreuses dérogations, de la ségrégation par l'habitat et de « l'enseignement privé » qui lui échappe.

La suppression de la carte scolaire aggraverait la concurrence et profitera à ceux qui disposent d'influences ou de la maîtrise des rouages, à savoir grande bourgeoisie et couches supérieures de la petite-bourgeoisie. Au titre de « l'enseignement privé », l'Eglise catholique encaissait déjà plus de 7 milliards d'euros en 2006 du budget de l'État, sans compter ceux des collectivités territoriales. Mais cela ne suffit pas pour la réaction :

> *Je veux que soit reconnue l'utilité sociale de l'enseignement privé.* (N. Sarkozy, *Discours de Maison-Alfort*, 2 février 2007)

Pour Sarkozy et Darcos, il convient d'aligner ceux-ci sur ceux-là, en précarisant les professeurs et en injectant de l'obscurantisme dans l'enseignement public lui-même :

> *Il ne faut pas laisser le fait religieux à la porte de l'école... Le spirituel, le sacré accompagnent de toute éternité l'aventure humaine. Ils sont aux sources de toutes les civilisations.* (N. Sarkozy, *Lettre aux éducateurs*, 4 septembre 2007)

La marche de la civilisation, le progrès consiste tout au contraire à séparer le savoir et la religion, l'État et les hiérarchies religieuses, à faire de la religion une affaire privée, à émanciper la jeunesse de l'Église, de l'armée et de l'État. La bourgeoisie, depuis que le capitalisme a accompli son rôle historique, en est incapable. Le prolétariat, n'ayant nul besoin de justifier l'exploitation et la société de classes, saura y pourvoir, comme il l'a montré dès la Commune de Paris :

> *Une fois abolies l'armée permanente et la police instruments du pouvoir de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'autel spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres ; elle décréta la dissolution et l'expropriation de toutes les églises dans la mesure où elles constituaient des corps possédants. Les prêtres furent renvoyés à la calme retraite de la vie privée pour y vivre des aumônes des fidèles, à l'instar de leurs prédécesseurs, les apôtres. La totalité des établissements d'instruction furent ouverts au peuple gratuitement, et, en même temps, débarrassés de toute ingérence de l'Église et de l'État.* (K. Marx, *La Guerre civile en France*, 1871)

Parmi les secteurs qui ont combattu les gouvernements bourgeois précédents et qui les ont parfois fait reculer partiellement figurent les étudiants, les fonctionnaires de l'État et de la santé publique, les travailleurs des grandes entreprises publiques. Sar-

kozy les vise tout particulièrement.

Contre les jeunes en formation, l'Assemblée UMP et le Sénat UMP ont déjà adopté le 1er août la loi Pécresse pour conférer plus « d'autonomie » aux universités, c'est-à-dire les mettre en concurrence, les soumettre au patronat, leur permettre d'augmenter les droits d'inscription, les encourager à recruter des contractuels au lieu de fonctionnaires...

Sarkozy veut étendre la mise en cause des statuts à toute la fonction publique.

Poursuivre le démantèlement des bastions ouvriers : restriction au droit de grève, attaque contre le statut des fonctionnaires, privatisation de GDF, liquidation des régimes spéciaux de retraite

Devant les patrons du MEDEF, Sarkozy a garanti qu'il y aurait moins de fonctionnaires :

> *M. Sarkozy a réaffirmé sa volonté de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.* (*Le Monde*, 1er septembre 2007)

Contre les travailleurs de l'État, le pouvoir exécutif poursuit la baisse du pouvoir d'achat et les suppressions de postes. Depuis 2003, les effectifs diminuent dans l'administration de l'État. En particulier, il ferme des hôpitaux publics et il veut diminuer le nombre d'enseignants dans les lycées et les collèges.

> *L'État peut balayer devant sa porte. Il y a plus de précarité dans la fonction publique que dans le secteur privé. En 2002, il y avait 16 % de contrats courts (CDD, intérims, vacataires, stagiaires) dans les effectifs de la fonction publique contre 12 % dans le secteur privé. La Dares a recensé 860 000 personnes en contrat court sur les 5,4 millions employées dans le public.* (*L'Expansion*, février 2006)

Le sort de toutes les composantes du prolétariat est lié. Les salaires, les retraites des travailleurs de l'État ne peuvent pas être très différentes des travailleurs des entreprises privées. D'ailleurs, si les travailleurs des PTT étaient autrefois des fonctionnaires, les embauchés par la Poste et France Telecom sont désormais alignés sur ceux des autres entreprises et ont donc des contrats de droit privé (CDI et... CDD). Quand les salariés « du privé » deviennent de plus en plus flexibles, les fonctionnaires peuvent s'inquiéter :

> *Individualisation des rémunérations des fonctionnaires, possibilité de leur donner un statut de droit privé, droit à la mobilité. Les projets du chef de l'État pour la fonction publique tendent à la rapprocher de l'entreprise.* (*L'Expansion*, septembre 2007)

En effet, pour diviser davantage les travailleurs de l'Àtat, les atomiser, les soumettre, Sarkozy a annoncé son intention de détruire les statuts qui protègent depuis 1945 les titulaires, d'instaurer le salaire « au mérite » et les « contrats de droit privé négociés ».

> *Je veux une réflexion sur la culture du concours et sur la notation... Pour certains emplois, il serait souhaitable qu'on laisse le choix aux nouveaux entrants entre le statut de fonctionnaire ou un contrat de droit privé négocié de gré à gré... Je veux ouvrir le chantier de l'individualisation des rémunérations pour qu'il soit davantage tenu compte du mérite, de l'implication, de l'expérience, des résultats. Pour que chacun soit incité à faire mieux.* (*Allocution à l'IRA de Nantes*, 19 septembre)

Le ministre du Budget l'a dit sans détour :

> *Notre débat sur les valeurs doit nous inviter à ne pas conclure systématiquement que « service public » induit nécessairement « fonction publique ».* (E. Woerth, *Conférence sur les valeurs du service public*, 1er octobre)

Contre les travailleurs des communications, de l'énergie et du transport qui ont le potentiel de paralyser l'économie, les gouvernements bourgeois successifs, y compris celui de Jospin et Buffet, ont pratiqué l'éclatement (PTT, SNCF, EDF-GDF), la mise en concurrence et la privatisation (France Telecom, EDF, GDF, GIAT...).

Dans le cas d'EDF-GDF, au lieu d'appeler à la grève générale contre l'éclatement de l'entreprise publique et sa privatisation, les directions syndicales de l'énergie se sont contentées d'une « journée d'action » pour *« l'ouverture d'un débat sur l'avenir énergétique du pays »* le 8 avril 2004. Le 13 avril, le ministre de l'économie d'alors, Sarkozy, les convoquait pour leur annoncer son intention de transformer EDF et GDF en deux sociétés anonymes. Malgré l'évidence, les chefs syndicaux et les partis ré-



formistes ont dit aux travailleurs qu'ils pouvaient faire confiance à Sarkozy. Le « débat sur l'énergie » a eu lieu à l'Assemblée et au Sénat à majorité UMP, il s'est conclu le 22 juillet 2004 par la loi de privatisation.

> *EDF est réformée. M. Sarkozy s'est emparé de ce dossier avec détermination, a passé des heures à négocier avec les syndicats... mais a réussi une transformation que ses prédécesseurs n'avaient pas pu opérer.* (*Le Monde*, 28 novembre 2004)

En 2005, EDF émettait des actions en Bourse et l'État vendait un premier lot d'actions de GDF. Voilà le genre d'exploits, dus à la complicité des bureaucraties syndicales et de l'opposition parlementaire, qui ont fait de ce personnage le candidat de la grande bourgeoisie. Le nouveau président vient de parachever la privatisation de GDF en la livrant au groupe Suez, dont les principaux actionnaires sont ses amis Albert Frère et Paul Desmarais.

> *J'ai proposé à Suez de fusionner ses activités énergétiques avec Gaz de France.* (N. Sarkozy, *Discours à l'université d'été du MEDEF*, 30 août)

Avec les nouveaux EDF et GDF-Suez, l'État français a constitué deux grands groupes capitalistes aptes à la bataille mondiale de l'énergie aux côtés de firmes françaises depuis longtemps internationalisées comme Areva et Total. La participation restante de l'État au capital sert à dissuader les prises de contrôle par des groupes étrangers (OPA).

Il est probable que l'entreprise fusionnée diminuera les emplois. Encouragé par toutes ces réussites contre les travailleurs d'EDF et GDF, Sarkozy veut aussi porter un coup définitif aux avantages qu'ont gardés les travailleurs de toutes les entreprises publiques, qui se sont montrés historiquement combatifs, en particulier leur régime des retraites. Il ne vise évidemment pas la retraite après 15 ans pour les militaires, ni celle après 5 ans du Président de la République.

> *Je vais aligner les régimes spéciaux sur le régime de la fonction publique, ils cotiseront 40 ans.* (N. Sarkozy, *Discours sur le nouveau Contrat Social*, 18 septembre)

Alors qu'un grand patron français gagne en moyenne 3 millions d'euros par an, sans compter divers avantages, la retraite mensuelle moyenne d'un cheminot est de 1 620 euros. Pour Sarkozy, c'est encore trop et trop tôt.

En 1993, le gouvernement Balladur fit passer la durée de cotisation des salariés du secteur privé de 37,5 à 40 annuités et la base de calcul sur les 25 meilleures années au lieu de 10. En décembre 1995, confronté à une gigantesque mobilisation des travailleurs de la fonction publique et des entreprises publics, le gouvernement Chirac-Juppé, malgré le soutien de la CFDT au plan Juppé, dut renoncer à liquider les régimes spéciaux. Cependant, les dirigeants syndicaux réussirent à empêcher la grève générale : le gouvernement sauva sa propre existence, maintint le reste du plan Juppé (le budget de la Sécu était remis au Parlement) et le dispositif Balladur :

> *Les appareils syndicaux CGT, FO et autres, le PS et le PCF, leurs couvertures gauches, entonnent le chant de la « victoire ». Certes, le gouvernement Chirac-Juppé a effectué un repli en ce qui concerne les régimes particuliers de retraite et de santé des travailleurs de la fonction et des entreprises publiques. Mais s'agit-il vraiment d'une « victoire » de la classe ouvrière ... Il n'est pas durable que la grande majorité des travailleurs soit, en France, assujettie à un régime de retraite où il faut 40 annuités pour accéder à la retraite maximum et que l'autre partie bénéficie d'un régime où il faut 37,5 annuités. La garantie du maintien durable des 37,5 annuités pour les travailleurs de la fonction et des entreprises publiques, ne peut être que le retour aux 37,5 annuités pour tous les travailleurs de ce pays. Mais arracher cette revendication, comme arracher le retrait du « plan Juppé » exige de balayer le gouvernement Chirac-Juppé.* (S. Just, *Le Mouvement de novembre-décembre 1995*, 1996)

De 1997 à 2002, le gouvernement PCF-PS-PRG-Verts-MRC appliqua scrupuleusement le plan Balladur. En 2003, avec l'aide des directions syndicales qui empêchèrent de nouveau la grève générale, le gouvernement Chirac-Raffarin imposa la loi Fillon malgré une mobilisation massive, en particulier des enseignants. Elle alignait les retraites des fonctionnaires sur celles du secteur privé.

Ces mesures successives ont réduit le montant des retraites, allongé la durée de vie de travail, commencé à développer les « fonds de pension » sous la forme de PERP. Tous ces allongements de la durée réelle du travail maintiennent, en contrepartie, de nombreux jeunes au chômage. La liquidation des « régimes spéciaux » couronnerait l'offensive de la bourgeoisie française pour dévaloriser la force de travail social en contenant, voire en diminuant les pensions de retraite des travailleurs salariés.

Pour faciliter son offensive contre les cheminots et garantir un service minimum dans les transports, Sarkozy a décidé une première restriction au droit de grève :

> *Dans son programme, le président de la République avait promis de faire voter* «dès l'été» *une loi* «sur le service minimum en cas de grève»*... Il y aura donc bien un dispositif législatif en juillet... Vendredi, les réactions syndicales à cette annonce sont restées plutôt mesurées.* (*Libération*, 26 mai 2007)

Sarkozy a fait passer sa loi sans difficulté le 21 août. D'abord, chaque salarié doit déclarer 48 heures à l'avance son intention de participer à la grève ; sinon, il lui sera impossible de participer au mouvement. Ensuite, au bout de 8 jours de conflit, un vote à bulletin secret pourra être organisé par la direction de l'entreprise. Enfin, la loi interdit formellement le paiement des jours de grève.

Tous les syndicats avaient accepté de discuter de ce dispositif réactionnaire, facilitant ainsi son adoption par le Parlement UMP.

Grâce à la corruptibilité des caciques du PS et à la servilité des dirigeants syndicaux, Sarkozy pense avoir les mains libres

Sarkozy et l'UMP sont forts, avant tout, de la faiblesse actuelle de leur cible et adversaire principaux, le prolétariat démoralisé et désorienté à cause du chômage de masse qui pèse sur lui depuis plus de 30 ans, du rétablissement du capitalisme en Russie, des reculs sociaux antérieurs, du sabotage des possibles grèves générales par les directions syndicales aidées par la LCR et LO, des trahisons du PCF et du PS au gouvernement, de la campagne de Royal si semblable à celle de Sarkozy, des échecs électoraux du printemps. Les couches arriérées de salariés nourrissent encore des illusions envers sa capacité à améliorer leur sort, que les grands medias entretiennent par l'omniprésence de Sarkozy. Le désarroi de ceux qui ne sont pas dupes persiste, pour l'instant, à cause de l'absence de résistance au premier train des mesures réactionnaires, du débauchage de multiples dirigeants du PS et de collaborateurs de Mitterrand, de la paralysie du PS et du PCF et, surtout, de l'incroyable complicité dont les offensives du pouvoir semblent bénéficier de la part des directions syndicales.

Parce que la coalition de Front populaire entre le Parti radical, le PS-SFIO de Blum et le PCF-SFIC de Thorez a servi de barrage à la révolution socialiste en 1936 et parce que le PS-SFIO et le PCF ont fourni des ministres à De Gaulle en 1944, le candidat Sarkozy a pu se référer à Blum durant sa campagne. Parce que le PCF est devenu patriote en 1934, s'est rallié à De Gaulle en 1941, a désarmé la résistance en 1944, a sauvé la 5e République en mai-juin 1968, le Président Sarkozy peut faire lire dans les écoles la lettre du jeune militant ouvrier Guy Môquet qui fut victime en 1941 des nazis (avec de vrais communistes du POI, des internationalistes irrécupérables par Sarkozy : voir *Révolution Socialiste* n °1).

Chez ses amis du MEDEF, le maquignon en costume Dior a fait s'esclaffer son auditoire avec son débauchage de multiples responsables « de gauche ». En effet, Sarkozy a placé au gouvernement un certain nombre de personnes qui avaient leur carte au PS quelques mois auparavant : Martin Hirsh, président d'Emmaüs France ; Jean-Pierre Jouyet, ancien collaborateur de Delors et de Jospin ; Jean-Marie Bocquel, maire de Mulhouse ; Fadela Amara, présidente de Ni putes ni soumises ; Eric Besson, député et secrétaire national du PS à l'économie ; Bernard Kouchner, ancien ministre de Mitterrand et de Jospin.

En outre, animent des commissions mises en place par Sarkozy : Guy Carcassonne, ancien collaborateur de Rocard ; Michel Rocard, ancien premier ministre de Mitterrand ; Olivier Schrameck, ancien collaborateur de Jospin ; Jack Lang, ancien ministre de Mitterrand ; Hubert Védrine, ancien collaborateur de Mitterrand, ancien ministre de Jospin et président de l'Institut Mitterrand ; Jacques Attali, ancien conseiller de Mitterrand. Encore mieux rétribué, Dominique Strauss-Kahn, député PS, ancien ministre de Mitterrand et de Jospin, vient d'être nommé directeur général du FMI, à 500 000 dollars nets d'impôts par an (environ 380 000 euros) avec l'appui de Sarkozy.

Au premier tour de l'élection présidentielle, les ouvriers et les employés avaient apporté bien plus de voix à la candidate du PS qu'à celui de l'UMP. Beaucoup de ces électeurs ont été écœurés du comportement des chefs du PS ou d'organisations liées au PS. Pour autant, ces ralliements ne sont pas si surprenants : le PCF et le PS, depuis des décennies, servent leur bourgeoisie, dans l'opposition comme au pouvoir. En échange, tous les partis ouvriers qui prétendent améliorer le sort des travailleurs au sein du capitalisme (PT, LO, LCR, PCF, PS) sont financés par la 5e République. Le quotidien *L'Humanité* compte parmi ses actionnaires TF1 (groupe Bouygues) et Hachette (groupe Lagardère) ; il reçoit aussi des subventions de l'État au titre de la presse quotidienne. Les associations impulsées par le PS comme SOS Racisme, Ni putes ni soumises sont financées par l'État, sans parler des organisations syndicales qui touchent d'autant plus d'argent qu'elles signent des accords et qu'elles siègent dans les organismes de la 5e République (Conseil économique et social, CES régionaux, CNESER...), les CA des universités (y compris la FSE, SUD...) et des entreprises (y compris SUD à France Telecom et à La Poste), les organismes de préparation des plans réactionnaires (Conseil d'orientation des retraites...) ou de cogestion avec les patrons (branches de la Sécu, UNEDIC, formation permanente...).

> *Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions des solides journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et d'obédience bourgeoise, voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des partis ouvriers bourgeois.* (V. Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, 1916)

Au lieu d'avertir les travailleurs, de les appeler à résister et de dresser le front commun de toutes les organisations issues de la classe ouvrière contre le pouvoir, les chefs syndicaux collaborent avec lui. Ils s'impliquent dans chaque étape du processus gouvernemental, pourtant bien connu, de destruction des acquis :

> *Pour éviter les blocages, mieux vaut respecter quelques règles éprouvées : convaincre l'opinion publique, impliquer les partenaires sociaux, établir un diagnostic partagé, impulser et encadrer les négociations, garder l'initiative, soigner le service après-vente.* (*Liaisons Sociales*, septembre 2007)

Le 2 juillet, Mailly (FO) a déjeuné en tête à tête avec Sarkozy ; le 23 août, ce fut le tour de Chérèque

(CFDT). Le 27 août, Sarkozy a retrouvé Mailly, cette fois-ci à l'Elysée. Le 31 août, les secrétaires généraux de la CFDT et de FO se sont rendus à l'Université d'été du MEDEF.

Le PS approuve les quotas d'immigration, la privatisation de GDF et la liquidation des régimes spéciaux des retraites. Hollande voit dans le projet de budget 2008, adopté par le Conseil des ministres du 26 septembre, « *un plan de laxisme* » alors qu'il comprend un nouveau porte-avions et la suppression de milliers de postes de professeurs. Le 26 septembre, il a rencontré Bayrou, le chef du parti bourgeois Modem (ex-UDF). Le PS, le PCF et la LCR se sont retrouvés le 18 septembre avec d'autres partis bourgeois (PRG, Verts, MRC...), au lieu de décréter un front des organisations ouvrières contre la bourgeoisie et son gouvernement.

Rien n'a été fait contre la restriction du droit de grève par la loi Sarkozy-Bertrand. Rien n'est fait par les grandes organisations contre la loi raciste Sarkozy-Hortefeux, ni contre le projet de budget Sarkozy-Fillon. Toutes les organisations syndicales de l'enseignement supérieur et des étudiants ont participé à la mise au point de la loi Sarkozy-Pécresse.

Le 20 septembre, tous les secrétaires confédéraux – dont Mailly et Thibault- ont écouté sagement Sarkozy expliquer qu'il allait détruire les statuts de la fonction publique. Le 1er octobre, les discussions sur la fonction publique ont commencé avec tous les représentants syndicaux. Le gouvernement veut rédiger un « livre blanc » avec eux.

Tous les syndicats (y compris le SUI-Solidaires) discutent de la restructuration des administrations des Impôts et du Trésor qui coûtera dès l'an prochain 2 800 postes.

Le 5 octobre, les directions des cinq confédérations « représentatives » (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) ont commencé à discuter avec le patronat (MEDEF, CGPME, UPA) du contrat de travail Sarkozy-Parisot.

L'UNSA, la FSU, FO, la CFDT et la CGT participent au « Conseil d'orientation des retraites » avec le gouvernement pour aboutir à 41 annuités, voire 42. Concernant les « régimes spéciaux », Le Duigou, responsable de la CGT pour les retraites, avait annoncé à l'avance :

> *Si on nous convie à discuter, nous irons, sachant que les problèmes sont très spécifiques à chaque profession. » (Le Journal du Dimanche,* 16 septembre 2007)

Autrement dit, même pas de front commun des travailleurs directement visés, sans parler de l'ensemble du prolétariat. Après la déclaration de guerre du 18 septembre de Sarkozy, Chérèque (CFDT) a dit : *« Le président de la République ouvre des chantiers utiles »* (*L'Humanité,* 19 septembre 2007) ; Mailly (FO) : « *Cela va aller vite sur les régimes spéciaux »* (*L'Humanité,* 19 septembre) ; Thibault (CGT) : *« 15 jours pour se mettre d'accord sur des éléments de base des régimes spéciaux, cela n'est pas possible »* (*L'Humanité,* 19 septembre). Depuis, les dirigeants syndicaux ont tous accepté de rencontrer le ministre du Travail pour préparer la liquidation des régimes spéciaux : « *Ma méthode, c'est de trouver la bonne voie de passage »* (Xavier Bertrand, 27 septembre). Les discussions vont reprendre, alors que le gouvernement a précisé comment (par décret) et quand (avant 2008) il allait les supprimer :

> *Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a annoncé, mardi 2 octobre, devant le Sénat, qu'il tiendrait dans le mois un* « second tour de discussions » *sur la réforme des régimes spéciaux de retraite...* « La réforme devra être prête pour la fin de l'année », *a rappelé Xavier Bertrand, qui mène depuis deux semaines des concertations sur la réforme.* (*Challenges*, 2 octobre 2007)

Les partis réformistes, en acceptant la nécessité des « réformes » pour améliorer la situation du capitalisme français et leurs amis des appareils syndicaux, en les négociant en dépit des objectifs réactionnaires clairement affichés par Sarkozy et ses comparses du gouvernement Fillon, leur rendent le plus grand service. Ils renforcent le pouvoir qui prétend agir au nom de l'intérêt général, « de la France », et ils affaiblissent les travailleuses et les travailleurs alors que la bourgeoisie mène pour sa part une lutte décidée et revancharde. En pactisant avec l'ennemi de classe, en refusant d'appeler à la grève générale, les partis réformistes et les bureaucraties syndicales accélèrent en fait la lutte de classe de la bourgeoisie et tentent de freiner celle du prolétariat.

Les organisations « d'extrême-gauche » ne mènent pas un combat conséquent contre cette collusion des directions de la classe ouvrière avec Sarkozy. Et pour cause : tous ces courants « trotskystes » (PT, LO, LCR...) et, dans une moindre mesure, anarchistes et maoïstes sont eux-mêmes de plus en plus intégrés aux appareils des syndicats (surtout à FO, à la CGT, à la FSU, aux SUD-Solidaires). Par conséquent, ils soutiennent les « journées d'action » impuissantes décidées par les bureaucraties et ils font retomber la responsabilité de la situation sur les

Thibault (CGT), Mailly (CFDT), Parisot (MEDEF) et Chérèque (CFDT) le 18 septembre sortent du Sénat où ils ont écouté respectueusement Sarkozy



travailleurs qui ne lutteraient pas assez, alors que ce sont les organisations que ces derniers ont édifiés au cours de l'histoire qui les paralysent. La plupart essaient de redorer le blason des anciens staliniens sans avenir du PCF en le faisant passer pour plus « anticapitaliste » que l'autre parti social-démocrate, le PS :

> *Le Parti Communiste parle de riposte... Si le Parti Communiste et ses alliés donnent aux travailleurs les moyens de réagir par la lutte collective, par les grèves, par les manifestations, alors le mot peut devenir une réalité...* (A. Laguiller, *Lutte Ouvrière*, 21 septembre 2007)

En réalité, les « alliés » du PCF ont toujours été des partis bourgeois, bien incapables de conduire la lutte prolétarienne. À chaque moment décisif de la lutte des classes, le PCF a été en première ligne contre la révolution prolétarienne. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de mener « des grèves » (LO), mais de préparer *la* grève, la grève de toutes et tous, en même temps, la grève générale seule capable d'arrêter Sarkozy. Beaucoup de centristes reprennent des staliniens en reconversion du PCF la tromperie que le seul impérialisme est aux États-Unis ; certains vont même jusqu'à dire que les coups viennent de « Bruxelles » ou de la Banque centrale européenne et non de la bourgeoisie impérialiste française elle-même, représentée par Sarkozy.

Mais aucun appareil réformiste, petit ou grand, ne saura empêcher les 20 millions de travailleurs de ce pays de bousculer le dispositif actuel de collaboration de classes.

Unité de tous les syndicats et de tous les partis issus de la classe ouvrière pour arrêter l'offensive réactionnaire, pour sauver les acquis sociaux, pour empêcher l'adoption du budget 2008 !

Pour tenter de camoufler leur appui à Sarkozy, les chefs syndicaux appellent à une grève d'une journée les seuls travailleurs des transports et de l'énergie, sans réclamer l'abandon de toute attaque des régimes spéciaux.

> *Par ce mouvement national de grève de tous les cheminots, les organisations syndicales entendent peser sur l'avenir du régime spécial de retraite.* (Fédérations syndicales de cheminots CGT, CFDT, FO, CFTC, SUD Rail, CFE-CGC, *Expression commune*, 21 septembre 2007)

La FSU vient de se rallier au 18 octobre, en parlant de « grèves » (au pluriel) et sans un mot pour les « régimes spéciaux », ni les 37,5 annuités pour tous. Non seulement personne ne peut croire qu'une « journée d'action » suffira à faire reculer le pouvoir et à lui faire ravaler ses projets, sans parler d'annuler les attaque précédentes, mais il est criminel de laisser seuls les salariés de la SNCF et de la RATP, d'EDF et de GDF défendre des conquêtes sociales, alors qu'une attaque contre eux est une attaque contre tous.

Fin 2005, les réformistes (PS, PCF, LO...) en appelant ensemble Chirac à rétablir l'ordre, ont isolé les jeunes des banlieues des autres jeunes, des autres travailleurs, si bien qu'ils ont sombré alors dans des actions impuissantes et nihilistes. Début 2006, les travailleurs n'ont pu déborder les dirigeants syndicaux pour rejoindre la grève des étudiants et les lycéens qui, malgré leur énergie, n'ont obtenu qu'une victoire partielle. Certes, les mouvements de 1995 et de 2003 ont montré la force de la classe ouvrière. Cependant, à coup de « négociations », de « journées d'action » et de « grèves reconductibles » site par site, les dirigeants syndicaux et leurs adjoints « d'extrême-gauche » sont parvenus à empêcher la grève générale et à sauver non seulement le gouvernement mais aussi une partie de ses mesures.

S'ils en tirent les leçons, les travailleurs pourront, avec la jeunesse en formation, bloquer l'offensive réactionnaire, battre Sarkozy et, en créant leurs propres organes de lutte, le chasser du pouvoir ainsi que l'UMP gaulliste, renverser la 5e République, instaurer un gouvernement ouvrier qui expropriera les groupes capitalistes, qui garantira le sort des producteurs, qui ouvrira la voie des États-Unis socialistes d'Europe. Pour cela, il faut aux travailleurs un autre parti que les réformistes et leurs flancs-gardes centristes, un parti qui soit révolutionnaire, internationaliste et fondé sur le marxisme développé par Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky.

Pour bloquer Sarkozy et son offensive tout azimut, il n'est pas d'autre solution que la lutte de classe. Pour cela, il faut des assemblées générales qui décident, qui contrôlent, qui élisent leurs représentants, qui centralisent les comités élus dans chaque ville et à l'échelle de tout le pays. Pour libérer leur force, les travailleurs doivent exiger que ceux qui parlent en leur nom rompent avec le gouvernement, à commencer par la fin de toute négociation des plans réactionnaires. Il faudra imposer qu'ils reprennent les revendications ouvrières au lieu de s'adapter au MEDEF : 37,5 annuités pour tous et remboursement intégral des soins, défense et augmentation du pouvoir d'achat, diminution du temps de travail et embauche de tous les chômeurs, aucune restriction du droit de grève et liberté de circulation pour tous les travailleurs de tous les pays. Il faudra imposer :

- **que les confédérations, les fédérations, les syndicats cessent toute concertation des plans de Sarkozy !**
- **que toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, se prononcent pour la défense des régimes spéciaux de retraite !**
- **que toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, organisent une manifestation centrale à l'assemblée pour le retrait du projet de budget 2008 !**

9 octobre 2007

Loi « sur l'autonomie des universités »
Une arme de destruction massive de l'enseignement supérieur public

La poursuite du travail accompli

En 2004, l'actuel Premier ministre Fillon, alors ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a fait face à la résistance des étudiants contre le projet LMD et contre un projet « d'autonomie », ainsi qu'à celle des chercheurs contre une loi visant à soumettre la recherche aux besoins du patronat (voir *Révolution socialiste* n°18). Il a partiellement reculé sur « l'autonomie », mais il a pleinement appliqué le plan LMD, sous prétexte d'harmonisation européenne. Il fait certainement référence à « l'autonomie » des universités espagnoles qui, depuis 2001, sélectionnent les enseignants et les étudiants sur des critères locaux, ou à celle des universités allemandes, qui sont autorisées à sélectionner les étudiants et se voient attribuer des crédits par les Länder en fonction de leurs résultats.

D'ores et déjà, les universités françaises sont dotées d'une large autonomie. Elles décident de leur offre de formation, du contenu des diplômes et jouissent de marges de manœuvre conséquentes pour décider de leur organisation interne. L'autonomie évoquée par le gouvernement renvoie plutôt à celle que le gouvernement souhaite accorder à la bourgeoisie pour imposer ses choix à l'université.

Le plan LMD, au même titre que la loi « relative aux libertés et responsabilités des universités » (LRU) est pour Fillon l'une des lois *«les plus importantes»* (*Le Monde*, 5 juin 2007) de la législature, et elle n'est qu'une étape d'un vaste dispositif de destruction de l'enseignement supérieur public :

> *La loi qui va passer sur la gouvernance et l'autonomie d'université n'est que le socle d'une réforme beaucoup plus vaste qui va prendre cinq ans, et l'on va vraiment s'attaquer au problème de l'enseignement supérieur.* (Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, *France Inter*, 26 juin 2007)

Une loi de mise de l'université au service des besoins du capital

Il est vrai que la ministre est mariée avec un directeur général adjoint du groupe industriel Imerys, à forte activité de recherche et développement, et elle est également fille d'un professeur de l'Université Paris Dauphine devenu en janvier 2007 président de Bolloré Télécom, un autre consommateur de haute technologie. Pour elle comme pour le gouvernement auquel elle appartient, l'université n'a pas vocation à être un outil d'accès au savoir et d'enrichissement de la connaissance collective, mais elle est plutôt un réservoir de main-d'œuvre qualifiée pour la classe capitaliste. Elle serait même très heureuse de voir disparaître quelques universités : *« Nous avons 85 universités, c'est beaucoup, c'est peut-être trop »* (*Les Echos*, 24 juillet 2007). C'est aussi la nature des propos tenus par Sarkozy alors qu'il était encore candidat à l'élection présidentielle, qui considère avec un profond mépris les études non directement pourvoyeuses de plus-value :

> *Vous avez le droit de faire de la littérature ancienne, mais le contribuable n'a pas forcément à payer vos études de littérature ancienne. Les universités auront davantage d'argent pour créer des filières dans l'informatique, dans les sciences économiques.* (*20 Minutes*, 19 avril 2007)

C'est une conception similaire que Christine Lagarde, ministre de l'Économie des Finances et de l'Emploi, a exprimé devant les députés : *« la France est un pays qui pense... assez pensé maintenant. Retroussons nos manches »* (*Discours devant l'Assemblée nationale*, 10 juillet 2007). Pour elle, et plus précisément pour la classe capitaliste, la réflexion est une perte de temps, et surtout un danger. De tels propos, qui sont une insulte au savoir, ont trouvé leur expression pratique dans la LRU qui a été adoptée le 25 juillet à l'Assemblée nationale.

Elle vise à poursuivre le mouvement d'intégration des stricts intérêts de la bourgeoisie au sein des universités, puisqu'elle inscrit parmi les objectifs des universités la logique d' « *insertion professionnelle des étudiants* » (article 17), contraignant ainsi les responsables de diplômes à présenter une liste de débouchés professionnels auxquels peut conduire la formation. Ainsi les enseignements seront plus encore soumis au contrôle patronal. L'exigence d'une formation donnant aux étudiants des qualifications et des diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives est contradictoire avec cette mainmise. Non seulement les besoins du capitalisme français et de la société bourgeoise seraient fixés parmi les objectifs des universités, mais des *« personnalités extérieures à l'établissement »* (article 6), potentiellement des capitalistes, pourraient même siéger au conseil d'administration des universités. Déjà un organe de cogestion, ce conseil pourrait devenir un relais direct de la bourgeoisie. Les universités pourraient également vendre leurs biens puisqu'ils leur appartiendraient, alors qu'ils étaient jusqu'alors propriété de l'État, et *« créer en leur sein une ou plusieurs fondations universitaires...* [qui] *disposent de l'autonomie financière »* (article 23), ce qui correspond là encore à l'entrée du patronat.

Le statut des personnels est attaqué puisque la loi énonce que *« le président peut recruter, pour une durée déterminée ou indéterminée, des agents*

contractuels » (art. 16), y compris à la place de fonctionnaires. En outre, le mode de recrutement des enseignants-chercheurs sera soumis à l'arbitraire, puisque l'actuelle commission de sélection composée de spécialistes élus en leur sein, serait remplacée par une commission dont les *« membres sont proposés par le président et nommés par le conseil d'administration siégeant en formation restreinte. Ils sont choisis en raison de leurs compétences, en majorité parmi les spécialistes de la discipline en cause »* (article 21). Cela signifie, d'une part, que le président, avec le conseil d'administration à sa botte, aura tout loisir de choisir qui sélectionne les candidats et, d'autre part, qu'un non-spécialiste pourra faire partie du comité de sélection ; par exemple, un Professeur de marketing pourra donner son avis et son vote pour le recrutement d'un Maître de conférences en lettres anciennes (gageons que l'inverse est improbable...). Les pouvoirs des présidents s'étendraient même à *« l'attribution des primes aux personnels qui sont affectés à l'établissement »* (article 16).

Les étudiants, dont les conditions d'existence continuent à se dégrader, sont indirectement touchés par ces mesures, et ils le sont directement par la mise en place d'une préinscription obligatoire, premier pas vers la sélection à l'entrée de l'université : *« Tout candidat est libre de s'inscrire dans l'établissement de son choix, sous réserve d'avoir, au préalable, sollicité une préinscription lui permettant de bénéficier du dispositif d'information et d'orientation »* (article 17). À quoi peut bien servir une telle orientation, si ce n'est à répondre aux désirs des présidents d'université et de la classe capitaliste ?

L'association des directions syndicales nécessaire pour cadenasser le mouvement des étudiants et des travailleurs de l'enseignement supérieur

Pour que cette loi puisse être élaborée, et pour qu'elle puisse être mise en œuvre, face à la capacité de mobilisation des personnels et surtout des étudiants, le gouvernement a eu et aura besoin de la collaboration des directions syndicales. Dès 2005, elles ont été associées à une vingtaine des réunions de « concertation », dites « Monteil », du nom du conseiller de Fillon, alors ministre de l'Enseignement supérieur. Pécresse a d'ailleurs rappelé que *« les représentants de la communauté universitaire ont été reçus dans ce ministère plus que dans les cinq dernières années »* (*Reuters*, 27 juin 2007).

La direction de l'UNEF a été particulièrement servile, puisqu'en écho aux propos de la ministre pour qui *« l'université française a besoin d'une refondation profonde »* (31 mai 2007, nouvelleuniversite.gouv.fr), elle juge qu'une *« réforme globale de l'enseignement supérieur... est nécessaire »* (« Réforme de l'université : les propositions de l'UNEF », juin 2007, unef.fr) et dans cette optique, elle *« a fait part de sa volonté de s'investir pleinement dans les discussions organisées au sein des trois groupes de travail »* (« Concertations sur la réforme de l'université : l'UNEF formule ses propositions », juin 2007, unef.fr). Le président de l'UNEF a même donné son accord explicite :

> *« On note des inflexions et des amendements considérables de la part du gouvernement », a dit Bruno Julliard, selon qui l'essentiel du modèle universitaire français a été « sauvé ».* (*Reuters*, 27 juin)



Manifestation d'étudiants à Rennes mars 2006

Il a même ajouté la veille du vote du texte à l'Assemblée nationale qu'*« en l'état actuel, demander le retrait du texte ne nous paraît pas une bonne stratégie »* (*Le Monde*, 24 juillet 2007). La direction de l'UNEF assure même avoir accepté un compromis en acceptant la loi Sarkozy-Pécresse, contre la garantie d'un « dixième mois » permettant aux étudiants d'obtenir le versement de leurs bourses dès septembre. Ces engagements n'ont bien sûr pas été tenus, et Julliard feint d'être surpris :

> *On est très mécontent parce qu'on a l'impression de s'être fait tromper sur la question des bourses. Nicolas Sarkozy nous avait dit après son élection « aidez- nous à faire passer la réforme de l'autonomie et derrière les moyens suivront, les étudiants seront la priorité ». Là c'est un peu la douche froide.* (*Libération*, le 19 septembre 2007)

De la part des syndicats enseignants, les protestations se sont peu faites entendre, et la direction du SNESup-FSU, le principal syndicat des enseignants du supérieur, accuse le gouvernement de *« mépris des instances représentatives »* (*Le Monde* 19 juin 2007), c'est-à-dire qu'il lui reproche de ne pas l'avoir suffisamment associée. Pour le PS, *« une réforme de l'enseignement supérieur est nécessaire »*, et il reproche même au gouvernement de ne pas aller assez loin, jugeant que la loi *« n'est pas à la hauteur des enjeux »* (site du Parti socialiste). Le PCF a également apporté son aide au gouvernement en estimant que *« l'enseignement supérieur et l'appareil de recherche de notre pays ont besoin de grandes réformes progressistes associant tous les*

acteurs de la société ». (*Lettre publique*, 2 juillet 2007).

Pour Fillon, cette loi *« n'est que le début »* (*Nouvel Observateur*, 4 juillet 2007). A déjà été constitué un « comité de suivi des stages et de professionnalisation des cursus universitaires », dans lequel siègent des représentants de l'UNEF, de la CGT, de FO, aux côtés de ceux du MEDEF.

Pour sauvegarder l'enseignement supérieur public, les étudiants et les personnels doivent se saisir des mots d'ordre suivants :

Boycott des concertations ! Dirigeants des syndicats étudiants et enseignants, rompez votre collaboration avec le gouvernement !

Abrogation de toutes les lois contre le droit aux études, en particulier la LRU !

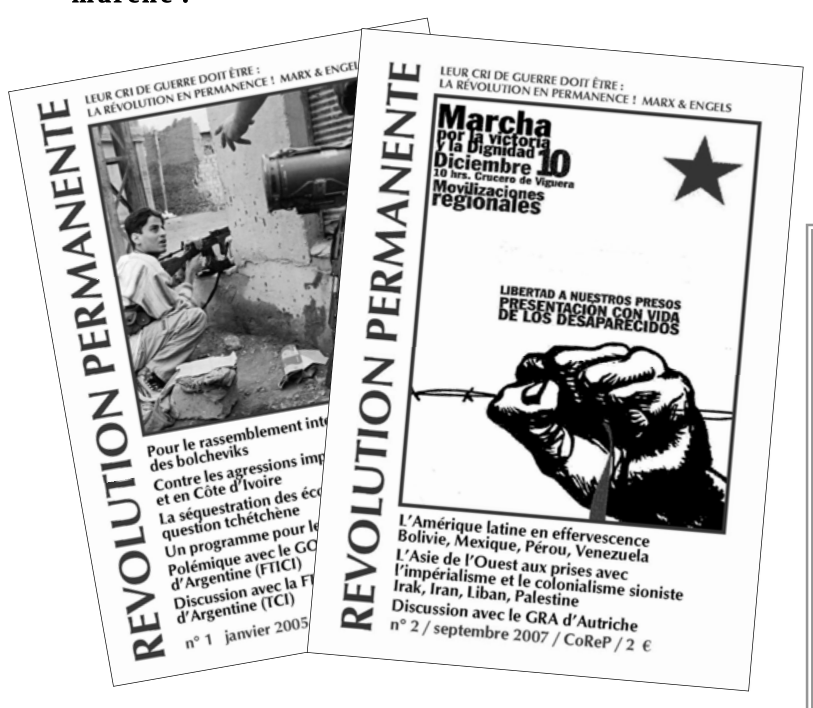
Retrait du projet de budget 2008 !

Des moyens, des locaux, des postes d'enseignants et d'agents pour étudier !

Gratuité des inscriptions ! Logement étudiant à bon marché !



Der Neue Kurs Nr.1 erschienen,
die Nummer hat einen Umfang von 40 Seiten und kostet 2,50 Euro
Die Fraktion zur Rettung der GRA



Le bulletin du Collectif Révolution Permanente vient de paraître
2 euros auprès des militants ou par la poste

Révolution Socialiste

organe trimestriel du Groupe bolchevik
pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire [affilié au Collectif révolution permanente]

Courrier au GB : **Re-So / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS**

Site du Groupe bolchevik : **revolution-socialiste.info**

Site du Collectif révolution permanente : **revolucionpermanente.org**

Blog du CRPP du Pérou : **luchamarxista.blogspot.com**

Site de la fraction du GRA d'Autriche : **grafraktion.net.tf**

ISSN : 1634-4006 / Directrice de la publication ML Herblot / RS25.03

Abonnement à Révolution Socialiste

10 euros en France / 15 euros en Europe / 20 euros en Amérique, Afrique, Asie... pour 5 numéros
par timbres ou par chèque à l'ordre de Re-So

Envoyer à : Re-So / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

☐ Mme ☐ Mr Nom .... Prénom.....................................

Adresse..

Code postal................... Localité..................................... Pays................................

Adresse électronique ....@...................

Renforçant la pression des Etats-Unis, l'impérialisme français menace à son tour l'Iran

Bas les pattes devant l'Iran ! Troupes impérialistes, hors du Liban, de l'Afghanistan et de l'Irak !

Le 27 août, à l'occasion de la conférence des ambassadeurs, Nicolas Sarkozy a prononcé son premier grand discours de politique étrangère en tant que président de la République. Après avoir cerné le premier danger qui menace le monde dans une *« confrontation entre Islam et Occident »*, il a menacé, sous une forme voilée, l'Iran d'un bombardement :

> *Un Iran doté de l'arme nucléaire est pour moi inacceptable... La démarche actuelle de sanctions progressives (mais aussi réversibles en cas d'ouverture de Téhéran) est la seule qui puisse nous permettre d'échapper à une alternative catastrophique : la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran.* (*Le Figaro*, 28 août 2007)

Le lendemain, Bush dénonça devant une association d'anciens combattants « *l'extrémisme chiite, soutenu et financé par l'Iran* » qui menacerait la région d'un *« holocauste nucléaire »*.

Le 16 septembre, le ministre français des Affaires étrangères, qui avait quelques mois avant sa carte au Parti socialiste, a explicité le propos de Sarkozy :

> *Il faut se préparer au pire, a déclaré Bernard Kouchner, au sujet de l'Iran, dimanche. Interrogé au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI pour savoir ce que cela signifiait, le chef de la diplomatie a répondu : c'est la guerre.* (*Le Figaro*, 16 septembre 2007)

Le 22 septembre, chaleureusement reçu par le secrétaire d'Etat à la Défense Robert Gates, Kouchner a affirmé :

> *Un Iran doté de l'arme atomique est une perspective inacceptable pour nous... Ils cherchent à gagner du temps... Téhéran a choisi d'affronter la communauté internationale, ce choix nous force à augmenter la pression. (Le Figaro*, 22 septembre 2007)

Ces curieux arbitres de la paix mondiale ont un arsenal nucléaire qui peut détruire l'humanité entière et ils ne menacent nullement Israël ou le Pakistan qui détiennent effectivement l'arme atomique.

De son côté, le régime iranien, qui utilise ces menaces pour renforcer sa popularité déclinante, affirme se cantonner à un programme d'enrichissement d'uranium à vocation civile. Evidemment, la parole du président Mahmoud Ahmadinejad et du « guide suprême » Ali Khamenei n'est pas plus fiable que celle d'un Bush ou d'un Sarkozy.

En 1979, le pouvoir clérical a dissout les comités ouvriers (shoras), interdit toute opposition, a réprimé le mouvement ouvrier, a obligé les femmes à porter le voile et a prohibé toute expression des minorités nationales. En 1981, il a imposé un contrôle de « pureté islamique » aux enseignants et aux étudiants. En 1987, il a résolu la surpopulation des prisons en assassinant 12 000 prisonniers politiques. Les ayatollahs se sont enrichis par le biais de « fondations islamiques » qui sont des entreprises exonérées de l'impôt. En 1988, l'Iran s'est soumis au FMI. Khamenei et Ahmadinejad privatisent à tour de bras.

Le régime bourgeois clérical d'Ahmadinejad ne met pas en cause le capitalisme mondial, il ne cherche qu'à desserrer l'étreinte des Etats-Unis en appuyant les mouvements chiites au Liban et en Irak et en menant son programme nucléaire. De même, il utilise les exactions d'Israël envers les Arabes pour gagner de la popularité, mais sur un mode religieux (la Palestine est musulmane) et antisémite (les sionistes auraient inventé le génocide des Juifs d'Europe par les nazis). Le régime clérical rend les plus grands services à l'État sioniste et il rejette le prolétariat juif dans ses bras quand il organise en décembre 2006 à Téhéran une conférence avec le « négationniste » allemand Frederick Töben, le « négationniste » français Faurisson, l'ancien chef du Ku Klux Klan David Duke, etc. De même, à l'occasion de sa conférence à l'université de Columbia de New York le 24 septembre, Ahmadinejad s'est couvert de ridicule en prêchant sa morale de bigot cléricale et en prétendant qu'il n'y avait pas d'homosexuel en Iran, au lieu de dresser les étudiants et les travailleurs américains contre Bush et leur propre impérialisme.

Néanmoins, il reste une différence entre des Etats impérialistes et le reste du monde qui subit leur domination. Ainsi, l'Etat bourgeois iranien n'a qu'une influence limitée la région et il est bien incapable de bombarder les Etats-Unis ou la France, alors que les Etats-Unis et la France, à moindre échelle, sont des puissances militaires qui disposent de multiples bases de par le monde et dont les navires de guerre croisent au large de l'Iran. La France va se doter d'un nouveau porte-avions et elle dis-

pose de 348 ogives nucléaires. Elle participe à l'occupation de l'Afghanistan, elle contrôle une partie du territoire de la Côte d'Ivoire et elle protège Israël au sud du Liban depuis 2006, après avoir participé à la première guerre contre l'Irak en 1991 et aux bombardements de la Serbie en 1999.

En 2003, les Etats-Unis ont montré, une fois de plus, qu'ils pouvaient bombarder, envahir et occuper un pays sous un faux prétexte et en invoquant la démocratie. L'administration américaine semble tentée par une fuite en avant après son échec en Irak, qu'elle attribue à l'Iran et dans une moindre mesure à la Syrie. Comme elle est actuellement incapable d'occuper un autre pays en plus de l'Irak et de l'Afghanistan, elle a besoin de légitimer un éventuel bombardement de l'Iran, ce qui rend précieux le renfort de la France.

> *Les Etats-Unis ont fait des préparatifs dans le but de détruire les armes de destruction massive de l'Iran, son énergie nucléaire, son régime, ses forces armées, son appareil d'Etat et son infrastructure économique dans les quelques jours, sinon les quelques heures qui suivraient un ordre donné par le président George W. Bush.* (Dan Plesch et Martin Butche, *Considering a war with Iran,* École des études orientales et africaines, Université de Londres, 28 août 2007)

Pour sa part, le nouveau président français, malgré la rivalité inévitable entre impérialismes, est prêt à épauler l'Etat américain pour mettre au pas les régimes des pays dominés. De cette façon, Sarkozy et Kouchner entendent bien que leurs maîtres, les grands groupes capitalistes français, puissent garder leur part du butin mondial.

Les travailleurs du monde entier, et c'est au premier chef la responsabilité des partis issus de la classe ouvrière et les syndicats de France et des Etats-Unis, doivent rejeter l'immixtion du pouvoir étasunien ou français en Iran, empêcher de nuire les bandits impérialistes par tous les moyens. S'en débarrasser définitivement par la révolution socialiste, tel est l'objectif.

Il revient au prolétariat et à la jeunesse de l'Iran de renverser le régime des ayatollahs corrompus qui privatise, qui réprime les grévistes, les femmes, les étudiants, les minorités nationales, religieuses et sexuelles. D'ailleurs, le 8 mars 2006, un millier de femmes ont courageusement manifesté à Téhéran ; en décembre 2006 et en mars 2007, des étudiants se sont révoltés ; de multiples grèves ont éclaté depuis 2002, comme la grève des chauffeurs de bus de Téhéran en décembre 2005...

À chaque montée révolutionnaire, en 1947, en 1953, en 1979, les prolétaires et les peuples non perses de l'État iranien (Azéris, Arabes, Kurdes, Baloutches, Turkmènes, etc.) ont été trahis par la subordination à la « bourgeoisie nationale » pratiquée au nom du front uni anti-impérialiste par le Parti Toudeh. Les staliniens iraniens ont capitulé successivement devant le monarchiste Pahlavi en 1946, devant le nationaliste bourgeois laïque Mossadegh en 1951, devant le bourgeois islamiste Khomeiny en 1979. En 1979, les organisations nées à la gauche du Toudeh dans les années 1970 (Fedayin, Peykar...) ont aussi soutenu Khomeiny, y compris le groupe se réclamant du trotskysme (HKS) lié au SUQI pabliste et au SWP américain castriste.

En Iran, comme dans chaque pays d'Asie de l'Ouest, les masses laborieuses ont avant tout besoin de constituer leur parti, un parti qui soit ouvrier, révolutionnaire et internationaliste. Un tel parti doit avoir pour stratégie l'indépendance vis-à-vis des exploiteurs (tant les nationalistes bourgeois que les courants religieux), l'alliance invincible de la classe ouvrière avec la jeunesse en formation et les autres travailleurs des villes et des campagnes, la combinaison des demandes nationales et démocratiques insatisfaites avec les revendications ouvrières, l'internationalisme prolétarien...

Alors, la prochaine révolution iranienne, en séparant la religion de l'Etat et en assurant l'égalité aux femmes, en instaurant un gouvernement ouvrier et paysan, en expropriant les propriétaires fonciers et les grands capitalistes, ouvrira la voie de l'émancipation de toute l'Asie de l'Ouest des impérialistes étrangers, des exploiteurs locaux et des clergés parasitaires et obscurantistes.

4 octobre 2007

Collectif Révolution Permanente, DNK Autriche

8 octobre : des étudiants manifestent à l'Université Amir Kabir de Téhéran contre la venue Mahmoud Ahmadinejad et demandent la libération de leurs camarades emprisonnés



Répression contre les indépendantistes basques par le gouvernement social-démocrate de l'Etat espagnol

Libération immédiate de tous les dirigeants de Batasuna ! Légalisation de Batasuna !



6 octobre, manifestation de protestation à Bilbao contre l'arrestation de la direction de Batasuna

Le 4 octobre, la Audiencia Nacional (Audience Nationale), le tribunal des plus graves affaires criminelles de l'Etat espagnol, a arrêté la direction du parti politique Batasuna, un parti qui revendique l'indépendance de l'Euskadi (Pays basque). En riposte, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Bilbao ainsi qu'à Saint Sébastien. Le 7 octobre, Baltasar Garzon de l'Audencia nacional a incarcéré à Madrid 17 des 23 personnes arrêtées, pour *« appartenance à un groupe armé »*. Le juge leur reproche leurs liens avec l'ETA (Euskadi ta askatasuna, Pays basque et liberté), l'organisation de guérilla nationaliste basque née en 1952 pour mener la lutte armée contre la dictature de Franco.

À partir de 2002, le gouvernement Aznar du parti bourgeois héritier du franquisme, le PP (Partido popular, Parti populaire), a persécuté toute expression politique et culturelle basque. Le juge Garzon était déjà à l'origine de la mise hors-la-loi de Batasuna, en 2002, ce qui a interdit à ce mouvement politique de participer aux élections municipales, alors qu'il avait rencontré un écho significatif lors des consultations précédentes. La Audencia Nacional s'abritait derrière la loi du 4 juin 2002, par laquelle les Cortes (l'assemblée des députés) ont voté une loi antidémocratique qui permettait l'interdiction de tout parti par le gouvernement et les tribunaux de la monarchie sous prétexte qu'il préconise la violence.

En mars 2004, trois jours avant les élections générales, un réseau islamiste d'Al-Qaida fit sauter plusieurs trains de banlieue de Madrid, tuant 200 personnes et blessant 1 400 autres. Le gouvernement Aznar, avait alors accusé, malgré les démentis de Batasuna, l'ETA. Le mécontentement des travailleurs et des jeunes, cible des attentats réactionnaires et de la politique du PP, s'exprima sous forme des manifestations de plus en plus massives, accusant le Premier ministre de mensonge et s'en prenant aux locaux du PP. Plus tard, il est apparu que le réseau islamiste était truffé d'indicateurs et avait des liens avec la police.

Les élections législatives allaient sauver l'Etat espagnoliste et monarchiste d'une grave crise et donner une victoire éclatante au principal parti ouvrier traditionnel, le PSOE (Partido socialista obrero español, Parti socialiste ouvrier espagnol). Le gouvernement Zapatero a depuis gouverné au compte de la bourgeoisie espagnole, comme son prédécesseur dans la fonction de premier ministre « socialiste » de Juan Carlos, Felipe Gonzales.

L'intensification de la répression envers l'aile radicale du nationalisme basque a été précédée de pressions contre les nationalistes catalans qui osent remettre en cause la monarchie si chère à l'Eglise catholique et au PP comme au PSOE et au PCE (Partido comunista español, Parti communiste espagnol). Deux militants catalans sont poursuivis en justice pour « injure grave » à la couronne : ils

avaient brulé des portraits du roi Juan Carlos, le 13 septembre, lors d'un déplacement du monarque à Gérone. Ricardo Blazquez, évêque de Bilbao, s'est cru obligé de déclarer le 1er octobre *« proche »* de la famille royale *« non seulement d'un point de vue personnel, mais aussi au nom de l'institution que je représente »*. La monarchie est un legs de Franco, installé avec le soutien total du PSOE et du PCE qui avaient déjà tant fait en 1936 et en 1937, avec l'aide de la CNT, contre la révolution prolétarienne et ainsi contribué à la victoire des fascistes.

Le PP s'est ouvertement réjoui de l'arrestation policière des militants basques par le gouvernement PSOE :

> *Le chef du PP, Mariano Rajoy, a qualifié de* « bonne nouvelle » *l'opération et a dit, en se référant au gouvernement, que* « la sagesse consiste à rectifier ses erreurs ». (*El País*, 6 octobre 2007)

Si le gouvernement PP avait refusé toute négociation, le gouvernement PSOE fit des ouvertures pour désarmer l'ETA comme le gouvernement Labour y était parvenu avec l'IRA. L'ETA déclara en mars 2006 un cessez-le-feu, qui permit d'ouvrir des négociations, même si Zapatero refusait d'aborder la question de l'indépendance. Mais l'ETA a rompu la trêve le 6 juin 2006, parce que les discussions avec le gouvernement Zapatero ne débouchaient sur rien, en particulier aucune amélioration du sort des 700 prisonniers politiques basques. En mars 2007, quand les indépendantistes ont voulu constituer un parti qui s'engageait dans ses statuts à utiliser *« exclusivement les moyens politiques démocratiques »*, le gouvernement Zapatero l'en a empêché. Par conséquent, de nouveau, en mai 2007, ils n'ont pas pu participer aux élections municipales. En juillet 2007, un des principaux artisans du «processus de paix», Arnaldo Otegi, fut inculpé de terrorisme et emprisonné.

Le marxisme n'a rien de commun avec le chauvinisme espagnoliste des directions sociale-démocrate (PSOE) ou post-staliniennes (PCE), agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, ni avec les nationalismes basque bourgeois (PNV) ou petit-bourgeois (ETA, Batasuna), qui prétendent que leur peuple ne connaît pas la lutte entre les classes et nient que le maintien des oppressions contemporaines, y compris l'oppression nationale, est lié à la propriété privée des moyens de production.

L'ETA d'après Franco a perdu une grande partie de son soutien populaire en assassinant d'autres Basques en désaccord avec l'indépendance ou les attentats, parfois ses anciens cadres. Elle divise le prolétariat et a plus d'une fois frappé des salariés : par exemple, le 30 décembre 2006, l'ETA fit exploser une bombe sur le parking de l'aéroport de Madrid qui a tué deux travailleurs immigrés.

Mais le prolétariat doit défendre les libertés démocratiques que tous les États bourgeois restreignent au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Il doit relever le drapeau des revendications démocratiques abandonnées par la bourgeoisie sénile, comme la république, la laïcité et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour unifier le prolétariat de l'État espagnol contre la monarchie d'origine franquiste, contre l'État bourgeois, contre la bourgeoisie, tout le mouvement ouvrier espagnol (PSOE, PCE, UGT, CCOO...) doit se prononcer pour la libération des dirigeants arrêtés, la levée de l'interdiction de Batasuna. Le mouvement ouvrier de France et celui de l'État espagnol doivent se prononcer pour la libération des prisonniers politiques basques des prisons espagnoles et françaises, contre la collaboration des polices. Les militants de base du PSOE, du PCE, des centrales syndicales (UGT, CCOO...), les travailleurs de tout l'Etat espagnol doivent rompre avec la politique de soutien à la monarchie et aux institutions répressives qui divisent la classe ouvrière et l'affaiblissent. Ils doivent appuyer le droit des Basques des deux côtés de la frontière de déterminer leur sort, jusqu'à la création, s'ils le désirent, d'un État basque séparé.

L'alliance ouvrière, l'unité ainsi réalisée du prolétariat renversera la monarchie franquiste, dispersera ses forces de répression et dissoudra ses tribunaux répressifs. Le prolétariat, en prenant la tête de tous les opprimés, séparera l'Eglise de l'Etat, instaurera une république des travailleurs, permettra aux peuples d'Espagne de décider de leur sort librement, sur les ruines de l'État bourgeois, en expropriant le grands groupes capitalistes, en édifiant la fédération socialiste ibérique et en ouvrant la voie aux Etats-Unis socialistes d'Europe.

Pour cela, les travailleurs ont besoin d'un autre parti que les réformistes, que les nationalistes basques ou catalans ; ils ont besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire qui rassemble l'avant-garde de tout l'État espagnol et qui la lie aux travailleurs conscients du Portugal, de France, du Maroc par une internationale ouvrière révolutionnaire.

Liberté pour Batasuna ! Abrogation de la loi des partis politiques ! Libération inconditionnelles de tous les prisonniers politiques ! À bas la monarchie ! Fédérations socialiste ibérique !

10 octobre 2007

Collectif Révolution Permanente, DNK Autriche

À propos de la crise immobilière

Le capitalisme de plus en plus menacé par ses propres contradictions



Les crises économiques se sont multipliées depuis les années 1980, avec le krach de Wall Street en octobre 1987, la crise du système monétaire européen en 1993, la crise mexicaine en 1995, la débâcle russe ainsi que celle de nombreux États d'Asie du sud-est et d'Amérique latine en 1997-1998, l'éclatement de la bulle spéculative sur les nouvelles technologies en 2001-2002, la crise argentine en 2001, pour ne citer que les plus spectaculaires.

L'actuelle crise, partie de la faillite de l'immobilier aux Etats-Unis, annonce des déséquilibres croissants pour l'économie capitaliste mondiale ; elle s'inscrit dans une crise de décomposition croissante du capitalisme. Le rapport entre la valeur des actifs financiers et la production de marchandises est passé de 109 % en 1980 à 316 % en 2005 (303 % dans la zone euro, qui a connu la croissance relative la plus forte, et 405 % aux Etats-Unis), si bien que les titres qui s'échangent sur les bourses correspondent de moins en moins à la valeur des marchandises produites. Le monde financier n'est pas centré sur les prêts à long terme mais sur les transactions à court terme, ce qui élève considérablement le risque, et donc les possibilités de s'enrichir d'un coup. Le nombre de fonds spéculatifs (*hedge funds*), des organismes de gestion collective qui réalisent des profits rapides avec des paris très risqués sur les marchés, spéculant sur de futures fusions d'entreprises, sur les cours des devises, sur les prix des matières premières, sur les cours des actions- est passé de 610 en 1990 à 9 575 au premier semestre 2007.

Des mesures telles que le contrôle des mouvements de capitaux, le rétablissement de seuils de crédit comme il en a existé de Roosevelt aux années 1980, des interventions des banques centrales sur les prix des actifs financiers et immobiliers, la fermeture des paradis fiscaux, outre qu'elles sont impossibles à réaliser en dehors d'un renversement des forces politiques capitalistes et de leurs Etats eux-mêmes, elles renvoient à un fordisme keynésien totalement mythique, qui en réalité n'a pu fonctionner que par la guerre et les dépenses militaires permanentes. La politique d'armement massive menée par les impérialismes, à commencer par le gouvernement américain, a pour double fonction d'assurer leur emprise sur les pays dominés et de relancer artificiellement l'économie capitaliste via la dépense publique.

La bourgeoisie s'enrichit sur le dos des travailleurs : rien de nouveau à l'horizon

Pour pouvoir être propriétaires de leur logement, les travailleurs doivent s'endetter, faute de pouvoir avancer comptant la somme nécessaire. Cela constitue une source de profit pour les banques, d'autant plus qu'elles modulent leurs prêts en fonction de la confiance qu'elles accordent à leurs clients. Le portefeuille de prêts immobiliers est ventilé aux Etats-Unis en trois catégories en fonction des notes de crédit des emprunteurs : à risque élevé (*subprime*), à risque modéré (*non-prime)* et sans risque (*prime).* Les *subprimes*, correspondant au niveau de solvabilité le plus bas, étaient déjà encouragées à l'époque de Reagan. Ils s'adressent à des familles à faible revenu qui ont eu souvent des retards, voire des défauts de paiement.

Concrètement le *subprime*, qui peut durer jusqu'à 50 ans, est un crédit immobilier à taux élevé et variable, avec pour compensation le pari que le prix du logement s'élèvera. Une hausse des prix permet un remboursement plus facile, puisque le taux d'intérêt évolue mécaniquement en sens inverse des prix. Pendant la période de remboursement, la maison achetée est hypothéquée : elle sert de garantie à la banque ou à l'organisme de crédit spécialisé qui a prêté, ce qui permet parfois, en période d'inflation immobilière, aux emprunteurs de souscrire d'autres emprunts. La transformation de millions de salariés américains en « propriétaires » passe donc, depuis des années, par leur endettement *via* les *subprimes.* À l'origine, ce système servait à acheter des taudis, voire des caravanes, puis il s'est étendu aux maisons et appartements.

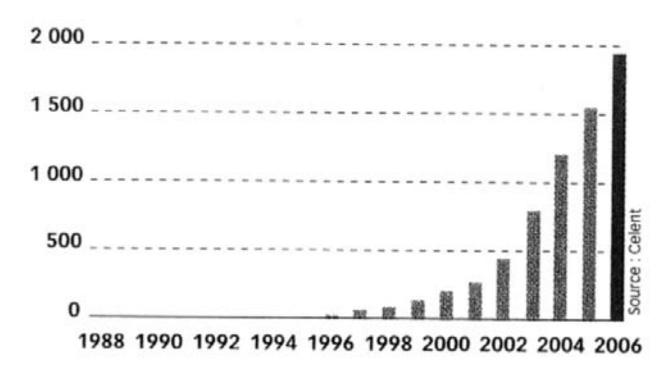
Ces prêts présentent un taux d'intérêt élevé, de 4 à 5 points supérieur au taux moyen, en raison de la « prime de risque ». Aux Etats-Unis, contrairement à la France, la plupart des prêts immobiliers sont à taux variable : ils montent ou ils baissent en fonction du taux fixé par la Réserve fédérale américaine -la Fed, autrement dit la Banque centrale des Etats-Unis- et des mouvements spéculatifs. Leur remboursement se fait souvent suivant la règle du 2-28 : deux ans de remboursements très faibles, puis 28 ans à pleine charge. En 2006, les crédits *subprimes* représentaient 600 milliards de dollars, soit environ 20 % de tous les prêts immobiliers accordés aux Etats-Unis. Sur les 2,5 millions d'Américains ayant souscrit des emprunts dont les taux vont être automatiquement relevés, *« 1,5 million vont se retrouver dans un état de détresse finan-*

cière » (Sheila Bair, directrice de la Federal Deposit Insurance Corp).

Ces derniers temps, et surtout l'année passée, trois tendances se sont conjuguées : la stagnation ou la baisse des salaires réels, la baisse des prix des terrains et des immeubles, et la hausse des taux d'intérêt. Depuis 2001, en particulier depuis le 11 septembre, la remontée des salaires imposée par les luttes ouvrières, notamment depuis la grève d'UPS en 1997, a fait long feu. La baisse des prix immobiliers conduit les propriétaires à conserver leur logement, pour lequel ils s'appauvrissent, ou se font expulser, leur maison hypothéquée étant confisquée pour être vendue au compte de la banque ou de l'organisme de crédit. À partir de 2005, les taux de la Fed sont montés rapidement pour atteindre 5,25 % à la mi-2006. Les remboursements des crédits ont alors subi d'importantes augmentations, passant parfois de 400 à 1500 dollars mensuels avec des taux pouvant atteindre 18 %, et de nombreux emprunteurs furent ruinés.

Près de 1,2 million de prêts immobiliers ont fait défaut en 2006 aux Etats-Unis, soit une augmentation de 42 % par rapport à 2005. Ces défauts de paiement entraînent des mises en vente de logements. Il se pourrait que plus de 2 millions de foyers américains perdent le leur, non seulement des pauvres surendettés mais de plus en plus de travailleurs qualifiés. En cas de non paiement, les banques et les autres organismes de crédit saisissent les biens immobiliers pour les vendre aux enchères, ce qui pousse les prix à la baisse et nourrit les défauts de paiement. À chaque fois, les établissements prêteurs ne récupèrent qu'une partie de ce qu'ils ont prêté. C'est ainsi que certains prêteurs ont fait faillite.

> *Submergés par la hausse du taux de leurs crédits immobiliers, des centaines de milliers de familles américaines voient leur logement saisi par les banques, reflétant le drame humain derrière la crise financière. Cette marée de saisies a doublé en juillet et menace jusqu'à 3 millions de personnes, selon un sénateur américain. Les procédures de saisie ont ainsi atteint 180 000 environ en juillet, deux fois plus qu'en juillet 2006, et dépassent la barre du million depuis le début de l'année, soit 60 % de plus qu'il y an un an, a indiqué mardi le site spécialisé RealtyTrac. Entre janvier et juillet, les procédures de saisie ont concerné environ 1 foyer sur 112 aux Etats-Unis... Las Vegas a connu un extraordinaire boom immobilier depuis trois ans, affiche un record de 1 procédure pour 33 foyers sur les sept premiers mois de 2007... la carte des saisies recoupe celle des minorités ethniques. Le président de RealtyTrac James Saccacio avait pronostiqué en juillet qu'il y aurait plus de 2 millions de procédures de saisies en 2007... «* Nous sommes au plus haut niveau des saisies de logements depuis 37 ans »... *Selon le site internet spécialisé mortgagedaily.com, 84 sociétés de crédits hypothécaires ont fait faillite ou fermé depuis le début de l'année... une vente aux enchères de maisons dans la région de San Diego samedi a montré que les meilleures offres étaient inférieures de 67 % à leur prix de vente original, généralement datant de 2004 ou 2005.* (*AFP*, 21 août 2007)



La montée de la titrisation

Les banques prises à leur propre piège

Ainsi, les banques elles-mêmes courent des risques, c'est pourquoi, dans le but de partager ces risques avec d'autres banques, elles échangent ces *subprimes* entre elles sous forme de titres financiers sur le marché des créances négociables à court terme mondial. Un telle opération de « titrisation » aboutit à des titres nouveaux en mélangeant des créances existantes de plusieurs types. Avec le développement des marchés de « produits dérivés », la titrisation est un vecteur de spéculation, de parasitisme et de risque financier.

Aujourd'hui, les grandes banques empruntent la plupart de l'argent qu'elles prêtent en vendant des titres aux investisseurs financiers. Et la plupart des prêts qu'elles accordent ne figurent pas dans leurs comptes mais sont immédiatement groupés à d'autres prêts (qui sont vendus à des acheteurs, tels les fonds spéculatifs). C'est ce qui s'est passé pendant le boom immobilier de 2000 à 2005, où de nombreux opérateurs étaient attirés par cet argent facile puisqu'*a priori* peu risqué.

Dans les conditions où un crédit abondant, la plus grande partie s'appuyant sur des investissements à haut risque et des rachats d'entreprises spéculatifs, a été une composante indispensable du boom boursier de ces dernières années, le resserrement du crédit menace de déclencher une vague de faillites parmi les entreprises, les fonds spéculatifs, les fonds d'investissement, et les principales banques commerciales et d'investissement, non seulement aux Etats-Unis mais également dans le reste du monde. C'est ainsi que, phénomène rare, le marché immobilier évoluait dans le même sens que le marché financier.

Les banques se font concurrence entre elles, et donc ne communiquent pas entre elles, si bien qu'il est impossible de savoir quelles sont les banques exposées, et parfois même les établissements eux-mêmes ne savent pas s'ils sont exposés, compte tenu de la complexité de certains montages financiers

où une multitude d'acteurs sont impliqués. Par conséquent, les banques se méfient, notamment dès que certaines d'entre elles montrent des signes de faiblesse. C'est le cas lorsque le 7 août, American Home Montage Investissement Corp, un organisme de refinancement des prêts hypothécaires, déclare qu'il est en défaut de paiement et le 10 août, il licencie 6 000 de des 7 000 employés. Bear Stearns, une banque d'investissements, a vu deux de ses fonds spéculatifs ruinés et un troisième en grande difficulté. Surtout, le 9 août, BNP Paribas annonce qu'elle retire du marché trois de ses fonds de titres de propriété et de créances reposant principalement sur l'immobilier nord-américain, malgré l'annonce de son directeur général Baudoin Prot, trois jours plus tôt, que *« la qualité de leur « business model » et leur vigilance en matière de risques les mettent en bonne position pour continuer à bien performer dans un environnement moins favorable »* (*Reuters*, 1er août 2007).

Par conséquent, les banques refusent de se prêter mutuellement sur le « marché monétaire » (crédit à court terme), du fait de cette opacité sur leurs activités, si bien que le système manque de liquidités et entre dans une crise de crédit. Ce manque de confiance entre les banques s'est concrétisé par une augmentation des taux d'intérêt interbancaires de 4,1 % à 4,7 % en cinq minutes ! Pour se procurer des liquidités, les banques sont contraintes de vendre leurs actions, ce qui entraîne une baisse rapide des cours et la crise du crédit se transmet aux bourses internationales. Si la situation se prolonge, la « confiance » pourrait disparaître dans le marché des prêts, et les entreprises, les particuliers et même les gouvernements auraient alors de la difficulté à emprunter, ce qui conduirait à une récession.

Dans la semaine du 6 au 10 août, les Bourses ont largement décroché : -1,99% au Japon, recul analogue pour les bourses européennes et à Wall Street, Sydney et Auckland, mais à Shanghai le recul est déjà de -2,14% et de -3,77% à Bombay... les plus petites ont le plus souffert, avec -3,61% à Hong-Kong, -3,7% à Kuala Lumpur, -4,09 % à Bangkok, -4,56% à Taïpeh, -4,6% à Singapour, -6,01% à Manille, -6,3% à Djakarta, -6,93% à Séoul et -10% pour l'indice sud-coréen Kosdaq des valeurs technologiques, dont la séance a été suspendue.

Il n'est pas question ici de se réjouir d'une baisse des indices boursiers, mais de les analyser comme un symptôme exprimant une crise du capitalisme.

L'État bourgeois à la rescousse

Pour éviter l'assèchement des liquidités sur le marché interbancaire, les banques centrales, à commencer par la Banque centrale européenne (BCE) et la Fed, ont décidé d'intervenir en injectant des centaines de milliards d'euros et de dollars sur ce marché. En jouant un rôle de prêteur en dernier ressort, elles espèrent que le marché se rétablisse. La BCE est intervenue une première fois en injectant 94,8 milliards de dollars. La Fed et quasiment toutes les autres banques centrales se sont mises à injecter des liquidités, pour un total de l'ordre de 400 milliards de dollars pendant la semaine du 10 août, dont plus de la moitié par la BCE. Il s'agit de prêts accordés aux banques privées ; pour une part ils ont été rapidement remboursés, pour une autre part, il s'agit de création monétaire pure et simple, donc inflationniste, qui a servi à éponger les pertes et relancer les processus de prêts. Il s'agit certes d'argent fictif, mais il est tout de même équivalent au PIB de l'Argentine, et peut être comparé avec les 100 millions de dollars envoyés au Pérou victime d'un séisme le 15 août dernier causant la mort de plus de 500 personnes et la destruction de plus de 30 000 logements

Il est extrêmement rare que la Fed intervienne en dehors des réunions de son Comité de politique monétaire. Elle l'avait fait en 2001, six jours après les attentats du 11 septembre, pour baisser ses taux. Une intervention aussi massive des banques centrales à un stade encore relativement peu avancé de la crise est inédite. Il s'agit de ramener le calme sur les marchés financiers en fournissant toutes les liquidités nécessaires, sans lesquelles la capacité des banques à accorder des crédits sera limitée, ce qui aurait pour conséquence un ralentissement de l'investissement et pourrait provoquer une récession économique.

> *Même si l'économie continue de croître à un rythme modéré, le Comité* [monétaire] *juge que les risques pour la croissance se sont nettement accrus... les marchés financiers se sont détériorés, et le resserrement des conditions de crédit ainsi que la hausse des incertitudes ont la capacité de freiner la croissance économique à l'avenir.* (Réserve fédérale, *Communiqué,* 17 août 2007)

Les moyens pour empêcher la propagation de la crise à toute l'économie, l'injection de liquidités et des taux peu élevés, sont ceux là même qui ont été employés face la crise d'Asie de l'est et qui ont conduit à la bulle des « actions technologiques », identiques à ceux employés pour parer à celle-ci... qui ont facilité la bulle immobilière.

La crise des prêts immobiliers à risque est d'abord une crise du capitalisme : une soif de profit incontrôlable conduit la bourgeoisie à sa perte

Les prêts immobiliers à risque ne sont que la partie la plus visible de l'iceberg d'une économie capitaliste ; c'est tout le système de financement de l'économie par le biais des jeux monétaires qui est en cause. Les *subprimes* ne sont que l'effet déclencheur. En parallèle, les constructeurs automobiles affichent des résultats de ventes sensiblement inférieurs. General Motors a déclaré que les ventes de juillet des voitures de tourisme ont chuté de 22 % par rapport à l'année dernière, Ford a annoncé une baisse de 19 %des ventes de voitures neuves et de camionnettes, Chrysler de 8,4 %, atteignant son niveau le plus bas en quatre ans et demi, et Toyota

de 7,3 % pour le mois en cours.

Il est clair que nous n'avons pas affaire à un assainissement, mais à une expression de la maladie mortelle, non pas de la finance, ni de l'immobilier, mais du capitalisme, et il serait réducteur de présenter cette crise comme l'unique fait de quelques banquiers sans scrupules. Les bourgeois les plus éclairés en sont parfaitement conscients, comme en témoigne Ben Bernanke, le directeur de la Fed :

> *Les turbulences ont eu pour origine les inquiétudes sur les crédits hypothécaires à risques, mais les pertes qui en ont résulté sur les marchés financiers mondiaux ont largement dépassé les estimations les plus pessimistes du montant des pertes possibles sur ces prêts.* (*Les Echos*, 20 septembre 2007)

S'il est vrai que le capital, surtout sa dimension financière, comporte des aspects nécessairement chaotiques et donc imprévisibles, il n'en reste pas moins que les formes concrètes de son développement récent conduisaient avec une haute probabilité à la crise présente, dans les formes précises qu'elle a revêtues. En particulier le fait que le segment faible ait été celui des *subprimes* répond à une nécessité logique. Le passage de l'endettement permanent au pompage des revenus salariaux pour un secteur de la classe ouvrière nord-américaine correspond aux limites du type de croissance initié au début de la décennie 2000.

Sont mobilisés des rapports sociaux caractéristiques de la finance -le prêt à intérêt- en combinaison avec le rapport foncier-rentier, où le salarié proclamé propriétaire se fait voler son salaire, le prix de sa force de travail. Avec les *subprimes*, la transformation des salariés en propriétaires aboutit à leur expropriation, leur propre salaire leur étant repris sous forme de rente et d'intérêts à payer pour l'éternité.

Une spécificité de cette crise est d'avoir son épicentre au cœur du système, c'est-à-dire l'impérialisme américain. Il a atteint son apogée entre 1945 et 1970, où jusqu'à 60 % de la production industrielle mondiale était localisée aux Etats-Unis, contre à peine plus de 20 % aujourd'hui, du fait de la concurrence des autres impérialismes. Il vit à crédit depuis 1970, c'est-à-dire qu'il consomme plus que ce qu'il produit. Son déficit commercial est équilibré par des achats massifs de bons du trésor américains par les banques centrales et les détenteurs privés des autres puissances.

À différents moments, les Etats-Unis se sont ainsi reposés sur un partenaire privilégié qui se trouvait toujours être leur principal concurrent pour les industries de base et pour la productivité du travail. Dans les années 1970 ce fut l'Allemagne, dans les années 1980 le Japon, qui le paya cher, mais qui paya. Aujourd'hui, la Chine joue ce rôle mais dans un rapport particulier. D'une part, le capitalisme chinois, reposant sur l'exploitation d'un réservoir de main-d'œuvre de centaines de millions de travailleurs, mais sans système boursier, financier, bancaire et fiscal structuré, expérimenté, est très particulier. D'autre part, il a une autonomie plus grande que ses prédécesseurs, étant constitué au sommet par la transformation en affairistes de la bureaucratie du PC chinois.

La presse du capital financier évoque de plus en plus la possibilité de vente massive des bons du Trésor nord-américains par la Chine. Non seulement cela conduirait à un krach boursier, mais également ferait apparaître le capital américain comme insolvable, mettant en péril tout l'ordre mondial reposant sur sa domination, avec les implications militaires d'un tel choc. Pour que la bureaucratie chinoise prenne une telle responsabilité, qu'elle-même paierait très cher -les exportations chinoises s'effondreraient-, il faudrait vraiment qu'elle soit prise à la gorge. Ce n'est pas un hasard si, au même moment, la Chine est montrée du doigt pour la production de jouets dangereux, comme si une telle pratique n'était pas courante depuis des décennies. D'ailleurs, il ne s'agit pas de pratique chinoise, mais des méthodes de tout capital industriel cherchant à intégrer le marché mondial.

Parce qu'opposer les « producteurs » (mêlant salariés, travailleurs indépendants et capitalistes industriels) à « la finance » est un lieu commun bourgeois, des fascistes aux altermondialistes en passant par les keynésiens, il n'est pas étonnant que Sarkozy puisse parler comme Buffet, Hollande ou Fabius... et se faire applaudir des patrons :

> *À un capitalisme purement financier, à ses dérives, à ses excès, je veux opposer un capitalisme d'entrepreneurs. Aux spéculateurs, je veux opposer les producteurs, les inventeurs, les créateurs.* (*Allocution à l'occasion de l'Université d'été du MEDEF*, 30 août 2007)

L'utopie réformiste d'un capitalisme débarrassé de la spéculation est tout aussi stupide que l'idée pacifiste d'un impérialisme qui serait exempt du militarisme.

> *Si le crédit est le levier principal de la surproduction et de la spéculation à l'excès, il en est ainsi parce que le procès de reproduction, naturellement très élastique, est forcé à l'extrême, ce qui est dû à ce que une grande partie du capital social est appliquée par des individus qui n'en sont pas propriétaires et qui s'en servent avec bien moins de prudence que les capitalistes produisant avec leurs propres capitaux. Les entraves et les limites immanentes que la mise en valeur du capital oppose à la production dans la société capitaliste, sont donc continuellement brisées par l'organisation du crédit, qui accélère le développement matériel des forces productives et la création du marché mondial, base matérielle de l'avènement de la nouvelle forme de production. La dissolution de l'ancienne forme est d'autre part activée par les crises, dont le crédit accentue la fréquence.* (K. Marx, *Le Capital*, livre III, ch. 27)

Pour en finir avec les crises et le chômage, la spéculation et le parasitisme, il faut renverser le capitalisme lui-même, ses Sarkozy et ses Bush.

Ligue communiste révolutionnaire
Le réformisme 100 % à gauche veut son parti



La LCR a jugé très positive sa campagne et ses résultats (4,08 % des exprimés) pour l'élection présidentielle. Passer devant la candidate de LO et, surtout, devancer celle du PCF dans tous les départements, voilà qui donne des ailes à la direction de la LCR. Son porte-parole, Besancenot, a annoncé qu'elle entreprenait la « *construction d'un nouveau parti anticapitaliste* ».

L'édification d'un parti ouvrier révolutionnaire est une tâche urgente, décisive

À chaque attaque de la classe bourgeoise, des gouvernements à son service, le prolétariat et la jeunesse font l'amère expérience de la trahison des partis dits socialiste ou communiste et des appareils des syndicats qui leur sont liés. Leur protection assidue des gouvernants, des patrons, à coup de journées d'action inefficaces, à coup de participation à toutes les instances où sont élaborées ou mises en œuvre les mesures anti-ouvrières, entrave les capacités de résistance de la classe ouvrière et facilite ainsi les défaites que notre classe subit depuis des décennies. De gestion de municipalités ou de groupes capitalistes, de campagnes électorales en discours au Parlement, PS et PCF manifestent qu'ils n'ont rien à proposer qu'un aménagement de la société bourgeoise, qu'ils en respectent les fondements. Quand ils gouvernent, la démonstration est encore plus évidente.

Les travailleurs salariés ont besoin d'un parti qui représente leurs intérêts de classe, contre la classe des capitalistes. Il leur faut un parti qui agisse pour imposer les revendications de ceux qui produisent toutes les richesses, qui assurent les conditions d'existence de toute la population. Un parti qui prendra toutes les mesures pour contrer la résistance des patrons et de leurs alliés. Un parti qui, pour aller de l'avant, ne craint pas d'aller au socialisme.

En effet, le chômage, la pauvreté, le sous-développement, les guerres assumées ou provoquées par les puissances impérialistes ne peuvent être éradiqués qu'avec la destruction du mode de production capitaliste qui les engendre et des Etats bourgeois qui garantissent sa domination. Planifier la production pour satisfaire les immenses besoins de l'humanité, donner du travail à tous ceux qui en cherchent, nécessitent d'exproprier les grands groupes capitalistes. La classe ouvrière, à l'échelle mondiale, est la force sociale capable de réaliser cette émancipation, de constituer des gouvernements révolutionnaires, appuyés sur les comités de mobilisation qu'elle ne manquera pas d'édifier pour prendre le pouvoir.

C'est pour rendre conscient, à des millions de prolétaires exploités et opprimés, ce rôle historique qu'il faut un parti ouvrier révolutionnaire. C'est parce que ce programme est celui du socialisme qu'il exige un parti se réclamant de Marx, de Lénine, de Trotsky. Notre classe se bat depuis un siècle et demi contre le capitalisme ; elle a accumulé bien des leçons dans cette lutte que quatre internationales ouvrières ont concentrées. Pour repartir à l'offensive, le prolétariat, la jeunesse à son côté, ont besoin d'un parti mondial qui renoue avec cette filiation.

Est-ce à cette tâche majeure que la LCR a maintenant décidé de s'attaquer ? La lecture de la motion que sa direction nationale a adoptée le 2 juillet et les déclarations de ses membres depuis lors indiquent qu'il faut répondre *non*.

L'*anticapitalisme* à la sauce réformiste

L'anticapitalisme de la LCR vaut autant que la définition du capitalisme qu'elle donne dans le premier paragraphe de sa motion :

> *Un système d'organisation de la société dont le moteur demeure la recherche de la satisfaction de la soif de pouvoir et de profits d'une toute petite minorité.* (*Rouge*, 5 juillet 2007)

L'essentiel est laissé dans l'ombre : le capitalisme repose, non sur les aspirations, les sentiments des patrons, mais sur l'exploitation du travail, l'accaparement de la richesse produite par les travailleurs et qui ne leur est pas payée. Le *moteur* ne réside pas dans la tête de capitalistes individuels, il est dans la réalisation de la plus-value, la valorisation du capital investi, l'accumulation à l'échelle du système dans son ensemble.

Cela signifie que pour améliorer radicalement le sort des prolétaires, pour changer le monde, il faut transformer le processus de travail en collectivisant les moyens de production. Il faut une révolution sociale qui exproprie les capitalistes.

La LCR prône « *le partage des richesses* », ce qui correspond logiquement à ses explications « théoriques » : limitons la soif de la toute petite minorité et tout le monde pourra boire. Pas question d'enlever le verre, le robinet, les tuyaux et l'eau aux propriétaires. La LCR ne touche pas au cœur du système, la production. Elle veut réguler, répartir plus justement. Elle affirme son réformisme.

> *Nos vies valent plus que leurs profits.*

Ce slogan dont la LCR a fait un signe de reconnaissance complète le tableau d'inspiration chrétienne : le partage et la certitude du cœur...

La motion de la direction nationale omet malheureusement d'indiquer que la classe bourgeoise s'est dotée d'institutions coercitives pour empêcher les exploités et les opprimés de lui régler son compte (et même de boire un petit coup dans son verre) : l'État bourgeois avec son armée, sa police, sa justice rappelle pourtant son existence à chaque manifestation, chaque occupation d'usine, dans toutes les gares, dans les quartiers populaires, de répression à la matraque en contrôle d'identité, d'intervention militaire en procès contre des militants.

> *Pour en finir avec la dictature des actionnaires, de la propriété privée capitaliste, il faudra des mobilisations puissantes, généralisées, des grèves, des manifestations, des occupations.* (*Rouge*, 5 juillet 2007)

La LCR veut un parti qui n'inscrit pas dans son programme le renversement de l'État bourgeois, la destruction de toutes ses institutions, de tous ses corps de mercenaires par la révolution prolétarienne, l'insurrection armée de ceux qui n'ont à perdre que leurs chaînes et un monde à gagner.

La motion déjà citée, par contre, fixe comme objectif « *la démocratie la plus large* ». Il est inutile de commenter longuement. Quand la démocratie se pose tout court, c'est qu'elle est bourgeoise, qu'elle s'accommode de l'Assemblée et du Sénat, de la Ve République, des médias... Besancenot et ses copains ne veulent surtout pas qu'on les confonde, par ces temps difficiles, avec les tenants de la démocratie la plus large pour les exploités et les opprimés et la plus restreinte pour les exploiteurs : ce que, chez les marxistes, on appelle la dictature du prolétariat.

En résumé, l'anticapitalisme de la LCR s'entend sans expropriation des capitalistes, sans révolution prolétarienne et sans dictature du prolétariat.

Dans la gauche

La LCR projette d'abandonner le qualificatif « communiste » de son nom, au profit de « gauche » révolutionnaire. Ce terme a l'utilité de masquer le tracé des frontières de classe.

L'organisation sœur de la LCR au Brésil participe à un gouvernement bourgeois « de gauche » et en Italie, elle soutient le gouvernement bourgeois « de gauche » de Prodi.

Le Collectif Riposte dont la LCR a signé la première déclaration (18 septembre 2007) est lui aussi estampillé « à gauche » : il comprend le PCF, le PS, les Radicaux de Gauche, les Républicains et Citoyens, les Verts, les Alternatifs, Mars Gauche républicaine, Convergence Citoyenne, Régions et Peuples solidaires. Remarquons en passant que la LCR n'a pas de réticence à participer à un regroupement avec le PS quand il y a divers débris bourgeois et petit-bourgeois dans le dit regroupement. Le point 2 de la motion déjà citée annonçait ces cartels, contre le front unique des organisations ouvrières :

> *Il faut mettre en échec Sarkozy et le MEDEF par la mise en place de larges fronts unitaires.*

La direction de la LCR ambitionne d'édifier son parti au côté du PS, du PCF. Elle veut « compléter la gauche ».

> *Il y a aujourd'hui un espace politique pour ce grand parti, avec un PS en crise, un PCF en perte de crédibilité.* (Krivine, AFP, 26 août 2007)

Aux jeunes étudiants, travailleurs, aux ouvriers, aux chômeurs, aux salariés dégoûtés par la politique des partis social-démocrate et ex-stalinien, elle propose un programme réformiste et des références politiques non marxistes.

« L'idée est de ne pas construire un nouveau parti trotskyste » (Besancenot)

Le contraire serait très étonnant, venant d'un courant politique qui a détruit la IVe Internationale fondée par Trotsky en 1951-1953.

La LCR a choisi d'ailleurs comme candidat pour la représenter aux élections, un militant qui se vante de n'avoir « *jamais été trotskyste* ». Besancenot se dit « *guévariste* » et « *libertaire* ». Mais pas au point de tout miser sur la mobilisation de la paysannerie pour révolutionner la planète, ni au point de prendre les armes vêtu d'un treillis... Seulement pour être plus à la mode, pour épouser l'ignorance. Plus sûrement aussi pour être démarqué des Lénine et Trotsky qui n'ont jamais rien fondé sur les petit-bourgeois, qui ont combattu les anarchistes, dirigé une révolution prolétarienne victorieuse, bâti un Etat ouvrier appuyé sur les soviets d'ouvriers, de paysans.

Besancenot préfère le copinage avec les dirigeants du PCF, les héritiers de Staline et de sa clique qui ont liquidé la révolution d'Octobre et anéanti la République des conseils ouvriers. « *La plus stricte indépendance avec le PS* » est exigée dans la motion de la direction nationale pour être partie prenante du débat sur le parti en gestation ; rien vis-à-vis du PCF. Rejeton du Kremlin, il a pourtant été le grand organisateur de la défaite de la grève générale en 1936, le champion de l'alliance avec De Gaulle et du désarmement des maquisards et des insurgés pour briser la vague révolutionnaire après la 2e guerre mondiale, le défenseur de l'empire colonial, le retrousseur des manches des ouvriers pour reconstruire « la France », le fossoyeur de la grève générale de Mai 1968, pour ne citer que quelques épisodes de sa politique contre-révolutionnaire. Faut-il en conclure que cette dépendance-là est acceptée ?

Pour gagner une place confortable dans la société bourgeoise, pour siéger au Parlement, pour continuer à grimper dans les appareils syndicaux, la LCR piaffe d'impatience à se débarrasser de toute référence au marxisme. En cela aussi elle colle aux vieux appareils faillis du mouvement ouvrier qui rejettent le socialisme, avec plus d'arrogance que jamais depuis l'effondrement de l'URSS et le rétablissement du capitalisme en Russie et dans les pays de l'est de l'Europe.

> *La nouvelle formation doit être suffisamment vierge politiquement pour que d'autres horizons puissent s'agréger.* (Besancenot, AFP, 24 août 2007)

Comme les autres réformistes, la LCR a les yeux rivés sur les prochaines élections (municipales), pour voir si ça s'agrège ou pas. En janvier prochain, un congrès aura à décider de la disparition de la LCR au profit d'un nouveau parti attrape-tout, à gauche dans la gauche.

Contre les réformistes de toutes tendances, pour le bolchevisme !

> *Celui qui n'ose pas énoncer à voix haute les tâches révolutionnaires, celui-là n'aura jamais le courage de les résoudre...*
>
> *L'initiative d'une minorité consciente, un programme scientifique, l'agitation courageuse et inlassable au nom d'objectifs clairement formulés, l'impitoyable critique de toute ambiguïté – ce sont là quelques uns des facteurs les plus importants pour la victoire du prolétariat. Sans un parti révolutionnaire soudé et aguerri une révolution socialiste est inconcevable.* (Trotsky, *Pour la IVe Internationale*, juin 1935)

La sécurité sociale et la lutte des classes (1)
De la charité à la solidarité ouvrière

L'incompatibilité du capitalisme en déclin avec les aspirations des producteurs

Les quelques garanties des travailleurs salariés en matière d'accès aux soins, de retraite correcte, de revenus en cas de chômage, etc. sont remises en cause dans le monde entier. Toutes ces conquêtes sociales provenaient de la force collective du prolétariat, par son action directe ou par la simple possibilité de cette lutte de classe. Elles ont inévitablement revêtu des aspects détournés, incomplets et fragiles dans les formations sociales capitalistes puisqu'elles étaient contrôlées par l'Etat bourgeois et devaient rester compatibles avec les rapports sociaux capitalistes, en particulier la propriété privée des moyens de production et la contrainte, pour la masse de la population, de vendre sa force de travail pour vivre.

> *Il est possible que l'organisation des travailleurs, leur résistance toujours croissante opposent une certaine digue à l'accroissement de la misère. Mais ce qui grandit certainement, c'est l'incertitude de l'existence.* (Friedrich Engels, *Critique du projet de programme d'Erfurt*, 1891)

La bourgeoisie mondiale a été saisie de nouveau à la gorge en 1973 par la menace de la crise capitaliste qu'elle croyait, comme ses économistes keynésiens lui affirmaient, à tout jamais écartée. Depuis, elle n'a eu de cesse de restaurer le taux de profit et elle y est parvenue. Ce résultat a été obtenu principalement par l'augmentation du taux d'exploitation. Ce renforcement du taux d'exploitation s'est effectué, non sans résistance de la part des travailleurs salariés, dans chaque lieu d'exploitation et à l'échelle nationale grâce à l'Etat de la bourgeoisie : flexibilité de l'emploi, destruction des bastions ouvriers (par la privatisation, l'externalisation, le toyotisme, la délocalisation...), allongement du temps de travail et intensification du travail, segmentation accrue des collectifs de travail (travailleurs immigrés / nationaux, stables / précaires, etc.), réaffirmation brutale de la domination impérialiste et la résurgence des rivalités entre puissances impérialistes, et aussi mise en cause des revenus sociaux, des pensions de retraite, du remboursement des soins, des allocations chômage...

Les Thatcher, Reagan, Chirac, Bush, Koizumi, Merkel, Sarkozy, Fukada, etc. en font des questions de choix individuels, celui de cesser de fainéanter au chômage, celui de moins consommer de médicaments inutiles, celui de prendre sa retraite tôt ou tard, etc. En pratique, les Blair, Jospin, Schröder, Zapatero... les imitent. Par exemple, quand Sarkozy veut priver d'allocations les chômeurs qui n'accepteraient pas les dictats de la 5e République bourgeoise, il en revient au 19e siècle quand le futur massacreur de la Commune de Paris en 1871 préconisait l'arbitraire du pouvoir au lieu des droits de la populace :

> *La bienfaisance publique comme la bienfaisance privée devait rester une vertu. C'est-à-dire rester volontaire, spontanée, libre enfin de faire ou de ne pas faire. Car autrement elle cesserait d'être une vertu pour devenir une contrainte...* (Louis-Adolphe Thiers, *Rapport général présenté au nom de la commission de l'assistance et de la prévoyance publiques,* 1850)

Ces retours en arrière, cette réaction sociale sont possibles pour des raisons politiques. Face à la précédente vague révolutionnaire de la fin des années 1960 à la fin des années 1970, la bourgeoisie mondiale s'était maintenue comme classe dominante tant dans les pays impérialistes que dans les pays dominés grâce à la collaboration de classes des directions syndicales, des partis staliniens, des partis sociaux-démocrates et des organisations nationalistes petites-bourgeoises. Ayant conservé le pouvoir économique et politique au prix de quelques concessions ou de violentes répressions, la bourgeoisie mondiale put reprendre l'offensive en s'appuyant sur le regain de militarisme américain, le chômage de masse des pays capitalistes, les contradictions grandissantes des économies étatisées, voire en attisant le fanatisme religieux.

Dans ce contexte, les réformistes se retrouvent sans réformes. À défaut, ils prétendent que leurs négociations des plans gouvernementaux, leurs gesticulations parlementaires quand ils sont dans l'opposition, leur gestion gouvernementale quand ils sont au pouvoir, limitent les dégâts, sauvent ce qui peut l'être ou plus cyniquement, permettent de « moderniser » les protections sociales « archaïques ». En fait, les anciennes organisations ouvrières accompagnent la réaction bourgeoise, contraintes par leurs maîtres capitalistes de participer à la mise en cause des conquêtes, en abandonnant au passage leur phraséologie socialiste antérieure. Mais le prolétariat ne peut accepter sa déchéance...

Le secours aux déclassés dans les formations sociales pré-capitalistes

Les sociétés esclavagistes et féodales tentaient de contenir le danger de basculement des travailleurs dans la criminalité et, a fortiori, leur soulèvement, par la répression, en recourant au clientélisme individuel auprès des membres de la classe dominante

et à la charité structurée par les organismes religieux.

Ainsi, dans la Rome tardive, les paysans déclassés devenaient des « prolétaires » urbains, une fois dépossédés de leurs anciens moyens de production, les terres où les patriciens les avaient remplacés par des esclaves. Ils étaient réduits à se lier à une famille de leurs expropriateurs et à vivre aux dépends des fonds publics, sous forme « du pain et des jeux », tant que l'empire restait prospère et s'étendait. Au Moyen-âge, les « gueux », les serfs chassés par la guerre, les infirmes, les déclassés erraient dans les campagnes ou survivaient dans les quartiers les plus misérables des bourgs ou des villes. Les seigneurs et les bourgeois leur faisaient l'aumône à la sortie de l'office religieux ; l'Eglise organisait la charité, en se servant au passage, sous la forme d'aumôneries, d'hôpitaux et d'hospices. En échange de la charité, les grandes religions (bouddhisme, christianisme, islam...) garantissaient aux donateurs des avantages, passablement hypothétiques, dans la vie future et contribuaient, de manière plus tangible, au maintien de l'ordre social pour les classes exploiteuses.

Dans l'Europe du haut moyen-âge, les monastères étaient les seuls dépositaires du savoir médical issu de l'antiquité grecque et romaine. L'Eglise exerça durant plusieurs siècles un monopole de fait sur les connaissances et sur la pratique médicales. La vocation de leurs infirmeries et de leurs hôpitaux n'était pas seulement médicale : il s'agissait d'y accueillir aussi bien des pèlerins, des pauvres ou des handicapés que les malades sans domicile. Ce sont la lèpre et les grandes épidémies de peste, de variole, etc., aggravées par les guerres dynastiques, qui conduisirent les autorités municipales d'abord, royales ensuite, à intervenir dans le domaine de la santé à partir, surtout, du 14e et du 15e siècle. Elles édictèrent des mesures de protection : formation de cordons sanitaires, isolement et enfermement des malades, quarantaine des vaisseaux, collecte des cadavres... Sous Louis XV et Louis XVI, la lutte contre les épidémies fut à l'origine des premiers éléments d'une politique médicale d'Etat. L'Etat monarchique centralisé commença d'organiser les études de médecine et patronna la création, en 1776, de la Société royale de médecine, chargée, par l'intermédiaire de ses correspondants dans les provinces, de la surveillance sanitaire du royaume.

La Révolution française débutant en 1789, en mobilisant les masses contre la monarchie et le féodalisme, allait conduire à la proclamation, pour la première fois, d'une politique d'assistance et de santé publiques traduite en termes de droits :

> *Il sera créé et organisé un établissement général de secours publics, pour élever les enfants abandonnés, soulager les pauvres infirmes et fournir du travail aux pauvres valides qui n'auraient pu s'en procurer.* (*Constitution*, 1791, titre 1)
>
> *Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler.* (*Déclaration des droits de l'homme*, 1793, article 21)

Cependant, ces belles déclarations comme bien d'autres, restèrent lettre morte. Dès la répression des « sans-culottes » par le Comité de salut public et le renversement de Robespierre par les « thermidoriens » en 1794, l'idée même d'un financement public de l'assistance, de la médecine et des hôpitaux fut abandonnée. Le Directoire, le Consulat et l'Empire en prirent le contrepied. L'assistance aux pauvres redevint l'affaire de la charité privée. Les hôpitaux furent cantonnés à leur rôle d'hébergement des déshérités et replacés sous la tutelle des communes. Celles-ci recoururent pour leur financement aux dons et pour leur gestion aux congrégations religieuses.

L'essor du capitalisme et le paupérisme

L'émergence du capitalisme en Grande-Bretagne, en Belgique, en France, en Allemagne, plus tard dans le reste de l'Europe, en Amérique du Nord et au Japon entraîna la subordination du reste du monde et la dislocation des rapports sociaux traditionnels à l'intérieur des pays concernés.

> *La constitution féodale des campagnes et l'organisation corporative des villes empêchaient le capital—argent, formé par la double voie de l'usure et du commerce, de se convertir en capital industriel. Ces barrières tombèrent avec le licenciement des suites seigneuriales et l'expulsion partielle des cultivateurs...* (Karl Marx, *Le Capital*, 1867, livre I, ch. 31)

Dans l'ancienne famille étendue, les membres des diverses générations cohabitaient et s'entraidaient, les tâches se répartissaient en fonction des possibilités de chacun et en fonction de l'âge. Elle allait éclater quand les générations anciennes se trouvèrent sans ressources, tandis que les plus jeunes allaient constituer des familles nucléaires dans les faubourgs populaires des villes et servir de chair à profit dans les manufactures, les mines, les chantiers, les magasins et les transports.

Sur la base du pillage des colonies et de l'exploitation forcenée de la main-d'œuvre libérée des campagnes, la nouvelle classe exploiteurs s'enrichit. À l'accumulation de richesses à un pôle de la société correspond l'accumulation de misère à l'autre. Le prolétariat n'existe que pour créer la plus-value.

> *De toutes parts affluent les témoignages démontrant que les habitations des travailleurs dans les mauvais quartiers des villes et les conditions de vies habituelles de cette classe sont à l'origine d'une foule de maladies... Les maladies pulmonaires sont la conséquence inévitable de ces conditions de logement et sont de fait particulièrement fréquentes chez les ouvriers. L'aspect étique de nombreuses personnes rencontrées dans la rue montre bien que cette*

> *mauvaise atmosphère de Londres, en particulier dans les quartiers ouvriers, favorise au plus haut degré le développement de la tuberculose. Lorsqu'on se promène un peu le matin de bonne heure, au moment où tout le monde se rend au travail, on reste stupéfait par le nombre de gens qui paraissent à demi ou totalement phtisiques… bien que la tuberculose fasse également dans les villes industrielles du Nord une véritable hécatombe chaque année.*
>
> *La grande rivale de la tuberculose, si l'on excepte d'autres maladies pulmonaires et la scarlatine, c'est la maladie qui provoque les plus effroyables ravages dans les rangs des travailleurs : le typhus. D'après les rapports officiels sur l'hygiène de la classe ouvrière, la cause directe de ce fléau universel, c'est le mauvais état des logements : mauvaise aération, humidité et malpropreté… Le typhus fait son apparition dans les quartiers ouvriers de toutes les grandes villes et même dans quelques rues mal construites et mal entretenues de localités moins importantes, et c'est dans les plus mauvais quartiers qu'elle opère ses plus grands ravages.* (Friedrich Engels, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845)

Assoiffé de profits, le capital assassine le plus légalement du monde des générations entières d'ouvriers, d'ouvrières. En trois années, de 1885 à 1887, près de 500 mineurs vont trouver la mort par accident en France, près de 50 000 sont blessés. La mortalité par accident des pêcheurs d'Islande est d'environ 7 % à la même époque. Près de 200 disparaissent chaque année.

Il y a déjà pourtant des lois et règlements pour indiquer aux industriels les mesures qu'ils devraient prendre pour sauvegarder la classe sur laquelle repose l'accumulation du capital. Mais le moindre de leurs défauts est d'être à peu près complètement inapplicables et privés en fait de toute sanction. Aucun magistrat n'irait de surcroît appliquer la loi à un capitaliste, quand bien même celui-ci aurait des comptes à lui rendre. Ils appartiennent tous deux à la même classe, et c'est la classe dominante.

L'accumulation du capital, l'exploitation de la classe ouvrière et la précarité des producteurs

Ce sont les travailleurs qui produisent toutes les richesses, à partir de la nature. Mais ils n'en ont pas le contrôle. Peu sont indépendants. Dans le mode de production capitaliste, la plupart des travailleurs sont des salariés, contraints de vendre leur force de travail aux capitalistes qui détiennent les moyens de production.

> *Il faudrait que notre détenteur d'argent eût l'heureuse chance de découvrir sur le marché une marchandise dont la valeur d'usage possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que la consommer serait réaliser du travail et par conséquent créer de la valeur…* (Karl Marx, *Le Capital*, 1867, livre I, ch. 5)

Par conséquent, les capitalistes organisent le processus de production et sont en mesure de disposer du produit. Ils accaparent ainsi la plus-value qui correspond à la différence entre la valeur nouvelle, créée par le travail, et la rétribution des prolétaires.

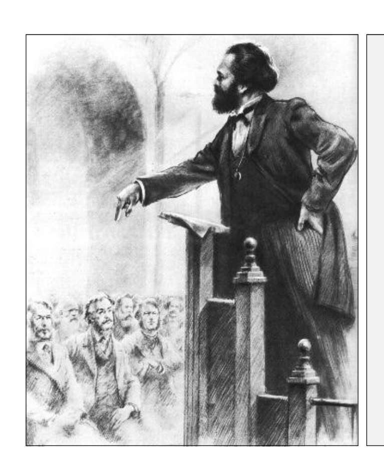
> *La partie du capital transformée en force de travail change de valeur dans le cours de la production. Elle reproduit son propre équivalent et de plus un excédent, une plus-value.* (Karl Marx, *Le Capital*, 1867, livre I, ch. 7)

Le rapport du travail payé au travail gratuit détermine l'évolution des salaires et des conditions d'existence des producteurs dans ce mode de production. Le paupérisme et la mortalité ouvrière sont les conséquences du système capitaliste d'exploitation.

En admettant que la composition du capital reste la même, son accumulation tend à faire monter le taux des salaires. La décomposition du capital en sa partie constante (valeur des moyens de production) et variable (valeur de la force de travail ouvrière, somme des salaires) implique en effet que l'accroissement du capital renferme l'accroissement de sa partie variable. Et la composition organique du capital restant stable, la demande de travail marchera avec l'accumulation, la partie variable du capital augmentant au moins dans les mêmes proportions que sa masse totale. Si la concurrence entre travailleurs diminue et s'ils améliorent leur sort par la lutte collective, la hausse des salaires, étant l'augmentation de la partie rémunérée du travail, s'effectue au détriment de sa partie non payée qui forme la plus-value, base de tous les profits des capitalistes.

L'augmentation des salaires comme la réduction du temps de travail ont donc été, de tous temps, des revendications fondamentales primordiales pour le prolétariat, auxquelles la bourgeoisie ne pouvait céder – de par les conditions sociales et politiques dans lesquelles elle y était contrainte – qu'en accep-

La conférence de Marx à l'AIT (1e Internationale)
Cahier Bolchevik n° 9, 1 euro auprès des militants, 2 euros par la poste





tant de limiter l'aggravation de l'exploitation du prolétariat ou, et c'est cette dernière solution qui a toujours prévalu en dernière analyse, en augmentant encore et toujours la productivité du travail.

En effet, l'accumulation n'aboutit pas à un accroissement quantitatif simultané des différentes composantes du capital. Sa composition organique est elle-même révolutionnée en permanence par le procès de la production. Les équipements, l'énergie et les matériaux augmentent de plus en plus en comparaison de la somme des forces ouvrières nécessaires à leur mise en œuvre. D'une part, le travail mort, accumulé, domine de plus en plus le travail vivant du prolétaire ; d'autre part, les méthodes que la production capitaliste emploie pour fertiliser le travail sont autant de méthodes pour augmenter la plus-value, pour alimenter la source de l'accumulation et accumuler du capital au détriment du travail.

Du coup, l'accumulation crée, en règle générale, une surpopulation de salariés, une armée de réserve de chômeurs qui pèse sur l'ensemble de la classe ouvrière :

> *La loi, qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même.* (Karl Marx, *Le Capital*, 1867, livre I, ch. 25)

L'insécurité de l'existence des travailleuses et des travailleurs découlait avant tout du risque d'être privé du jour au lendemain de tout salaire, de toute ressource, par le seul fait qu'il y avait un excès de main-d'œuvre sur le « marché du travail », par rapport aux besoins du capital ou par la maladie, l'accident de travail, etc.

La revendication du mouvement ouvrier : limiter l'incertitude de l'existence

Pour les ouvriers, tomber malade, c'était perdre toute ressource et sombrer dans la misère. C'est contre ce risque de la maladie et du chômage, que naquirent les premières mutuelles ouvrières de secours. Ce furent, partout, les premières formes d'organisation de la classe ouvrière. Elles furent, selon les périodes, tolérées ou réprimées. À son niveau le plus général, la lutte du prolétariat vise à supprimer l'exploitation capitaliste, ce qui exige l'expropriation des propriétaires privés des moyens de production et l'appropriation collective de ceux-ci. Il s'y prépare en luttant, à chaque moment de son existence, pour limiter au maximum l'exploitation, réduire la partie non payée de son travail que le capitaliste lui extorque sous forme de plus-value.

La première grande lutte des ouvriers parisiens, en 1848, avait posé le problème du droit au travail garanti par l'Etat, ainsi que le droit à la protection en cas de maladie ou d'incapacité. Dès lors, ces revendications furent reprises par les militants syndicaux, socialistes, en particulier les « communistes », les « marxistes ». Ainsi, le premier programme socialiste pour la France, rédigé en commun par Guesde, Lafargue, Marx et Engels, comprend les revendications suivantes :

> *Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides au travail. Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de secours mutuels, de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers. Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur dans les caisses ouvrières, et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que représente l'industrie.* (POF, *Programme d'Amiens*, 1880)

L'Internationale ouvrière (2[e] Internationale) affirme, à l'aube du 20[e] siècle, le droit aux soins, aux retraites, à l'indemnisation du chômage :

> *Dans la société capitaliste, ce résultat (garantie de ressources en cas de maladie, chômage, etc.) peut être obtenu au mieux par une législation d'assurance ouvrière effective. Les travailleurs de tous les pays ont donc à réclamer des institutions par lesquelles la maladie, les accidents, l'invalidité soient le mieux possible prévenus et par lesquelles, par l'assurance obligatoire, il soit donné aux travailleurs un droit légal à des moyens d'existence suffisants et aux secours médicaux quand par maladie, accident, invalidité, vieillesse, grossesse, maternité, chômage, ils ne peuvent plus exercer leur force de travail.* (*Résolution du Congrès socialiste international d'Amsterdam*, 1904)

Considérant justement que toutes les cotisations à cette fin sont en fait une part du salaire global, l'Internationale déclare que les travailleurs doivent avoir leur contrôle :

> *Même lorsqu'elles sont payées par les patrons, les cotisations portent toujours sur une partie du salaire. Aussi les travailleurs doivent-ils en fortifiant leur organisation syndicale éviter cette perte de salaire… Les travailleurs doivent exiger que ces institutions d'assurance soient placées sous l'administration directe des assurés et que les mêmes dispositions soient appliquées aux travailleurs de toutes les nations, nationaux et étrangers.*

En fait, ces revendications n'ont jamais été pleinement satisfaites, même au zénith des concessions accordées par la bourgeoisie de Suède, de Grande-Bretagne, d'Allemagne ou de France.

(à suivre)

90e anniversaire de la Révolution d'Octobre

La Révolution russe (1) février – avril 1917

1er novembre1914 : Manifeste du Comité central du parti bolchévik déclarant que le « moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste ».

9 janvier 1917 : Manifestations de rues pour commémorer l'anniversaire du déclenchement de la Révolution de 1905. 150 000 ouvriers en grève à Petrograd.

14 février : 80 000 ouvriers en grève à Petrograd.

22 février : Lock-out de Poutilov.

23 février : Journée internationale des femmes. Grèves et manifestations d'ouvrières dans les rues de Petrograd.

25 février : Premier jour de grève générale, 240 000 ouvriers en grève à Petrograd

26 février : La grève générale s'étend. Nicolas II dissout la Douma.

Premières mutineries.

27 février : La grève générale se transforme en émeute. Fraternisation entre soldats et ouvriers. Première réunion du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd. Formation du Comité provisoire de la Douma.

28 février : Grève générale à Moscou. Formation du soviet des députés ouvriers et soldats de Moscou. Arrestation des ministres du tsar.

1er mars : Publication de l'ordre n° 1 du soviet de Petrograd.

2 mars : Formation du Gouvernement provisoire du prince Lvov, soutenu par le soviet. Kerenski y est ministre de la Justice. Abdication du tsar.

14 mars : Manifeste du soviet adressé « A tous les peuples du monde » et appelant à une paix « sans annexions ni indemnités ».

17 mars : Le Gouvernement provisoire appelle, dans une déclaration, les paysans à ne pas s'emparer arbitrairement des terres des grands propriétaires fonciers.

28 mars : Ouverture de la première Conférence panrusse du parti bolchevik (Conférence des délégués à la Conférence des soviets).

29 mars : Ouverture de la première Conférence panrusse des soviets.

3 avril : Arrivée de Lénine à Petrograd.

4 avril : Lénine présente les *Thèses d'avril* à la Conférence des bolcheviks.

14 avril : Ouverture de la Conférence des bolcheviks de Petrograd, qui adopte, le 15, la résolution présentée par Lénine sur l'attitude à l'égard du Gouvernement provisoire. Les Comités de Petrograd et de Moscou du parti bolchevik décident d'organiser une « garde rouge ».

18 avril : Publication d'une note du ministre des Affaires Etrangères, Milioukov, aux Alliés, garantissant que la Russie mènera la guerre « jusqu'à la victoire finale ».

20-21 avril : « Journées d'avril », meetings et manifestations auxquels participent des soldats en armes protestant contre la note de Milioukov.

24 avril : Ouverture de la Conférence des bolcheviks, dite d'avril, qui adopte les *Thèses d'Avril* de Lénine.

28 avril : Le soviet de Vyborg décide la création d'une « garde ouvrière ».

La Révolution d'octobre était le prélude à la révolution socialiste internationale

Avec la Révolution d'octobre, la victoire du prolétariat russe dirigé par le Parti bolchevik en octobre 1917, commence la révolution socialiste internationale.

L'impérialisme, c'est l'ère des guerres et des révolutions. La guerre impérialiste est l'expression la plus nette, la plus barbare aussi, du fait que les contradictions du capitalisme sont insolubles, du fait qu'il ne peut plus apporter un développement progressiste quelconque à l'humanité. En conséquences immédiates de cette guerre, pleuvent les coups meurtriers contre la classe ouvrière, contre l'organisation du prolétariat comme classe. Mais en même temps monte un appel à l'action contre les forces qui sont à l'origine de la boucherie et, après les premières années de la guerre impérialiste, c'est dans tous les pays belligérants que l'on assiste à une tendance à la reprise de l'activité indépendante du prolétariat. La Russie, le prolétariat russe participent de ce mouvement.

Certes, des traits particuliers expliquent que dans la Russie tsariste, en 1917, le prolétariat russe se soit trouvé à l'avant-garde du prolétariat international, mais il faut d'emblée bannir l'idée d'un développement indépendant de la lutte des classes en Russie, comme si l'empire des tsars avait constitué une sorte de planète particulière.

Parlant de la Révolution russe, Lénine disait que l'impérialisme avait cédé à son maillon le plus faible : la révolution en Russie se développait comme produit de la lutte des classes internationale. Cette comparaison éclaire bien l'orientation des bolcheviks : l'existence d'un « maillon plus faible » ne prend son sens que par rapport aux tensions qui affectent toute la chaîne.

En janvier 1917, lors d'une réunion tenue devant des militants sociaux-démocrates de Suisse, Lénine disait :

> *On rencontre très souvent des Occidentaux qui parlent de la Révolution russe comme si les événements, les rapports, les moyens de lutte de ce pays arriéré étaient très peu comparables à ceux de l'Europe occidentale et ne pouvaient guère par conséquent avoir une portée tant soit peu pratique. Rien de plus erroné que cette opinion. Certes les formes et les mobiles des luttes prochaines de la révolution européenne de demain différeront à maints égards des formes de notre révolution ; mais la Révolution russe n'en reste pas moins, précisément de par son carac-*



Février 1917

tère prolétarien dans le sens particulier que j'ai déjà indiqué, le prélude de l'imminente révolution européenne. Nul doute que celle-ci ne puisse être qu'une révolution prolétarienne, et cela dans un sens encore plus profond du mot, une révolution prolétarienne socialiste par son contenu également. Cette révolution qui approche montrera avec encore plus d'ampleur, d'une part que seuls des combats acharnés, à savoir des guerres civiles, peuvent affranchir l'humanité du joug du capital ; et d'autre part que seuls les prolétaires ayant une conscience de classe développée peuvent intervenir et interviendront en qualité de chefs de l'immense majorité des exploités.

Le silence de mort qui règne actuellement en Europe ne doit pas nous faire illusion ; l'Europe est grosse d'une révolution. Les atrocités monstrueuses de la guerre impérialiste, les tourments de la vie chère engendrent partout un état d'esprit révolutionnaire et les classes dominantes, la bourgeoisie, ainsi que leurs commis les gouvernements, sont de plus en plus acculés dans une impasse dont ils ne peuvent se tirer sans de très graves bouleversements. De même qu'en 1905 le peuple de Russie, conduit par le prolétariat, se souleva contre le gouvernement du tsar afin de conquérir une république démocratique, de même on verra dans les années à venir, par suite de cette guerre de brigandage, les peuples d'Europe se soulever sous la conduite du prolétariat contre le pouvoir du capital financier, contre les grandes banques, contre les capitalistes, et ces bouleversements ne pourront se terminer que par l'expropriation de la bourgeoisie et la victoire du socialisme. (Lénine, *Rapport sur la révolution de 1905, Œuvres,* t. 23, p. 276-277, Editions sociales, 1959)

La Révolution russe n'était pas comprise comme la révolution isolée d'un pays arriéré placé en dehors de l'histoire générale du monde, elle était au contraire intégrée à la perspective de la révolution socialiste mondiale.

En Russie se concentraient en effet toutes les contradictions du développement de l'impérialisme.

Trotsky écrivait à ce sujet :

Si la question agraire, héritage de la barbarie de l'histoire ancienne de la Russie, avait reçu sa solution de la bourgeoisie, le prolétariat russe ne serait jamais parvenu à prendre le pouvoir en 1917. Pour que se fonde un État soviétique, il a fallu le rapprochement et la pénétration mutuels de deux facteurs de nature historique tout à fait différente : une guerre de paysans, c'est-à-dire un mouvement qui caractérise l'aube du développement bourgeois, et une insurrection prolétarienne, c'est-à-dire un mouvement qui signale le déclin de la société bourgeoise. Toute l'année 1917 se dessine là. (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* t. 1, p. 89, Editions du Seuil, 1950)

La Russie, lorsqu'éclate la première guerre mondiale, reste gouvernée par une monarchie autocratique débile et corrompue, et, trait essentiel, elle reste dominée par le fait que le problème agraire n'y

est pas résolu, car les tâches accomplies au 18e siècle par les grandes révolutions bourgeoises, en Angleterre et en France, ne le sont pas en Russie, et la bourgeoisie russe apparaît elle-même comme une bourgeoisie avorton, incapable de réaliser les tâches historiques qui, du point de vue de leur contenu social, seraient normalement les siennes. Mais cependant la Russie est en même temps une puissance impérialiste exerçant son oppression sur tous les peuples allogènes de l'empire, et qui est conduite à mener une guerre moderne avec le Japon.

Elle est, par d'autres traits, un pays semi-colonial dans lequel se multiplient les investissements du capitalisme étranger. Cela implique que se développe en Russie un prolétariat qui n'est pas le produit du développement autonome de la bourgeoisie russe, mais le produit du développement du capitalisme international, de l'impérialisme. Et ce prolétariat saute les étapes de la constitution de la classe ouvrière dans les pays capitalistes « classiques ». Il n'y a pas eu une longue évolution allant de la dissolution de l'artisanat et des vieux compagnonnages jusqu'à l'usine moderne. Il y aura très vite concentration dans des centres industriels où les conditions de travail, et donc les conditions de lutte, ne sont pas celles d'un pays arriéré, mais sont, on l'a vu en 1905, extrêmement proches de celles de tous les autres pays industriels développés.

Cet ensemble de facteurs, qui a déjà conduit à la révolution de 1905, mène en Russie - dans les conditions de la guerre impérialiste mondiale - à une situation explosive.

En Russie comme ailleurs, la guerre a signifié d'abord un effondrement politique du mouvement ouvrier. Car en dépit du tsarisme, du fait que par milliers des militants du Parti socialiste-révolutionnaire comme des militants mencheviks sont encore emprisonnés, les directions de ces partis se sont prononcées pour la défense nationale. La répression s'acharne contre la fraction du mouvement ouvrier, les bolcheviks, qui se refuse à pactiser avec sa bourgeoisie, avec le tsarisme, au compte de la défense de la Patrie. Mais, à partir du moment où les armées russes subissent défaite sur défaite, où les millions de travailleurs, paysans et ouvriers mobilisés font l'expérience de l'incapacité criminelle de l'administration tsariste et des sommets de l'état-major, à partir du moment où, dans les usines, commence à se reconstituer le mouvement de classe élémentaire du prolétariat, rapidement, dans les conditions explosives qui existent en Russie, mûrit une crise qui mettra en jeu l'existence du tsarisme et, à travers le développement de la lutte des classes, l'existence même de la domination de la bourgeoisie dans ce pays.

En ce sens, la Révolution de 1917 sera l'occasion de vérifier les différentes conceptions du développement de la révolution en Russie qui ont été élaborées par les différents courants du mouvement ouvrier.

Les mencheviks expliquaient que les tâches accomplies par les révolutions bourgeoises n'étaient pas encore accomplies en Russie et qu'en conséquence, la révolution avait immédiatement ces tâches-là à son ordre du jour. Ils en concluaient que la Révolution russe ne pourrait être qu'une révolution bourgeoise, et que, dans cette mesure, la direction de cette révolution devait être remise aux fractions les plus avancées de la bourgeoisie. Ils expliquaient donc la nécessité d'une étape bourgeoise comparable à celle que la France avait pu connaître à la fin du 18e siècle.

Les bolcheviks, pour leur part, tirant les leçons de l'expérience de 1905, avaient clairement montré que la bourgeoisie russe, faible, inconsistante, dépendant d'ailleurs de la grande propriété foncière, du capital étranger, était incapable de réaliser les tâches historiques qui logiquement lui revenaient, et que dans cette mesure le bouleversement révolutionnaire, le renversement du tsarisme, l'établissement d'une république démocratique, ne pouvaient être que l'œuvre de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Mais les bolcheviks n'en tiraient pas la conclusion que la révolution ne pouvait triompher que comme révolution prolétarienne. Ils formulaient leur position en expliquant qu'il était possible que se constitue une dictature démocratique des ouvriers et des paysans, c'est-à-dire un gouvernement qui n'aurait pas été un gouvernement ouvrant directement la voie à la dictature du prolétariat mais un gouvernement révolutionnaire capable d'accomplir les tâches de la révolution bourgeoise *contre* la bourgeoisie, sans pourtant entreprendre les tâches de la révolution prolétarienne.

Et enfin la troisième conception, celle que Trotsky avait commencée à élaborer avant la Révolution de 1905, qu'il avait développée à la lumière de 1905. Il ne niait pas que la révolution en Russie aurait à régler des tâches démocratiques bourgeoises. Trotsky était d'accord avec les bolcheviks, avec Lénine, pour dire que seul le prolétariat et la paysannerie pouvaient accomplir ce bouleversement et réaliser ces tâches démocratiques. Mais il ajoutait que pour ce faire, le prolétariat ne pouvait combattre que par ses propres méthodes, sur son propre terrain, en fonction de ses propres intérêts, qu'il serait donc par là-même amené à entamer la révolution prolétarienne. De ce point de vue, il n'y aurait pas d'étape séparée, stable, historique, de démocratie bourgeoise en Russie mais, tout au contraire, un mouvement ininterrompu, permanent, qu'ainsi la réalisation des tâches démocratiques héritées du passé entraînerait nécessairement l'accession au pouvoir du prolétariat. Le prolétariat ne pouvait prendre le pouvoir qu'à son propre compte, c'est-à-dire en entamant la révolution socialiste, en portant la hache dans la propriété privée des moyens de production, dans les fondements mêmes de la domination de la bourgeoisie. C'est donc la vérification de ces conceptions qui est à l'ordre du jour à travers le développement de la Révolution russe.

Février 1917 : la chute du tsarisme

Dans la conférence de janvier 1917 que nous avons déjà citée, Lénine disait : *« nous, les vieux, nous ne verrons peut-être pas les luttes décisives »*.

Et certes, rien ne permettait à ce moment de pré-

voir que dans un si court délai la monarchie tsariste ne serait plus qu'un souvenir, bien qu'il y ait eu, en Russie comme ailleurs, un développement de la lutte du prolétariat.

Le 9 janvier 1917, anniversaire du déclenchement de la Révolution de 1905, est marqué, en particulier à Petrograd, par des manifestations et par des grèves. Parallèlement, le régime tsariste se décompose de plus en plus. Des fractions de la bourgeoisie, et même des fractions de l'aristocratie, de l'État-major, essaient d'enrayer cette décomposition en tentant de procéder à une révolution de Palais par l'assassinat de Raspoutine. Elles tentent de procéder à des réformes et par là-même - comme le dit Trotsky dans *L'Histoire de la Révolution russe*, - *« tendent encore plus tous les antagonismes sociaux »*.

D'autre part, face à la combativité ouvrière, la bourgeoisie russe est amenée à réagir. La direction de Poutilov, l'une des plus grandes usines de Petrograd, prend une décision qui sera lourde de conséquences : elle lock-oute. En riposte, l'agitation se poursuivra presque sans interruption jusqu'en février, mais sans que rien ne puisse indiquer que l'on arrive au moment crucial.

Le 23 février était une journée internationale de lutte des femmes contre la guerre, des manifestations étaient prévues à cette occasion, mais la direction bolchevik à Petrograd ne pensait même pas qu'il fût opportun de donner un mot d'ordre de grève de soutien à cette journée internationale. Elle pensait qu'il fallait s'en tenir à un certain nombre de manifestations. Ce sont les ouvrières du textile, qui s'étaient mises en grève à l'occasion de cette journée, qui, d'elles-mêmes, envoyèrent des délégations aux entreprises de la métallurgie pour qu'elles se joignent au mouvement. Trotsky peut écrire :

> *La révolution de février fut déclenchée par des éléments de la base qui surmontèrent l'opposition de leurs propres organisations révolutionnaires, et l'initiative fut prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres, les femmes travailleuses du textile, au nombre desquelles, doit-on penser, se trouvaient nombre de femmes de soldat.* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* t. 1, p. 144, Editions du Seuil, 1950)

Le 25 février, deux jours après, on est dans une situation de grève générale de fait à Petrograd et le mouvement gagne Moscou, où se joue l'événement décisif : alors qu'en 1905 l'armée, essentiellement composée de recrues paysannes, avait ouvert le feu sur l'ordre de ses officiers contre les grévistes, cette fois-ci, unité par unité, les détachements passent du côté de la population travailleuse, passent du côté de la révolution.

Le 27 février, au bout de cinq journées de développement de la lutte révolutionnaire, la direction des partis de la classe ouvrière, la bourgeoisie et ses partis, le tsarisme, doivent tirer les conséquences d'une nouvelle situation.

Ce jour-là se constitue le soviet de Petrograd qui donnera naissance ensuite au Comité exécutif des soviets, et dès le lendemain, se forme un gouvernement provisoire issu de la Douma, parlement croupion qui sommeillait pendant que ces événements se déroulaient.

Ainsi, en pleine guerre impérialiste, le pays le plus arriéré politiquement de l'Europe, celui dans lequel la police politique semblait régner en maître, devient d'un coup le pays le plus démocratique de toute l'Europe. Les prisonniers politiques sont libérés par milliers, la presse ouvrière de toutes tendances paraît au grand jour, les travailleurs s'organisent dans leurs entreprises, dans les localités, dans les quartiers.

Le paradoxe de février

Pourtant, et c'est ce que Trotsky appelle le « paradoxe de Février », cette révolution remet le pouvoir gouvernemental à des hommes politiques qui n'y ont absolument pas pris part, aux représentants libéraux de la bourgeoisie russe, à l'équipe de politiciens dont toute l'activité jusqu'à la guerre a été de quémander auprès de l'autocratie un minimum de grâces démocratiques et qui, depuis la guerre, reste silencieuse. C'est cette couche qui forme le gouvernement provisoire investi du pouvoir à l'échelle de toute la Russie.

D'où ce libéralisme inconsistant tire-t-il donc sa force ? Tout simplement du cadeau que lui font les dirigeants mencheviks et les dirigeants socialistes-révolutionnaires. L'explication de cet état de chose n'est pas à chercher du côté d'un soudain sursaut de la bourgeoisie russe mais dans la politique de collaboration de classes des dirigeants.

Ces dirigeants ont constitué - avec la participation également des représentants de l'organisation bolchevik - le soviet de Petrograd puis le Comité exécutif des soviets. C'est dire que dès que le mouvement a atteint une certaine ampleur, la classe ouvrière russe a tendu spontanément à renouer avec le point le plus élevé atteint par sa lutte et son expérience, c'est-à-dire avec la formation des conseils ouvriers de 1905, la formation de soviets.

Mais, alors qu'en 1905 les soviets avaient été l'aboutissement de la maturation révolutionnaire du prolétariat, en 1917, le soviet de Petrograd, dans une certaine mesure, est formé par le haut, préventivement ; il n'est pas principalement composé de délégués des travailleurs en lutte, des délégués de ceux qui ont participé aux journées de lutte contre la police entre le 23 et le 27 février. Il est surtout constitué par des dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires jouissant souvent, d'ailleurs, d'un très grand prestige puisque, fréquemment, ils sortent tout juste de prison pour venir former ce Comité exécutif.

Les problèmes de la Révolution russe ne peuvent pas être séparés des problèmes internationaux. Ce Comité exécutif des soviets se crée dans une situation où la Russie est l'une des composantes de la guerre impérialiste, où la bourgeoisie russe, avec ou sans le tsar, livre cette guerre aux côtés des impérialismes français et anglais. C'est par rapport à ce

problème fondamental de la guerre, de l'acceptation de « l'Union sacrée », que se noue l'alliance contre-nature, l'alliance contre-révolutionnaire avec la bourgeoisie, alliance qui aboutit à ce que le premier acte de ces dirigeants soit de déposer aux pieds de la bourgeoisie russe le pouvoir que les masses leur remettent.

Les délégués du soviet de Petrograd vont trouver les politiciens bourgeois et les prient de constituer un gouvernement dont ils ne font pas partie à la première étape, mais qu'ils assurent de leur soutien. C'est là le paradoxe de février.

Mais, simultanément, le soviet commence à agir comme s'il était le gouvernement. Le 1er mars, il prend son premier arrêté, la *Prikaz n° 1* qui porte sur cet élément essentiel de l'appareil d'État, l'armée. Il déclare que désormais les mouvements de troupes, la situation faite aux soldats, relèvent du soviet. La situation est doublement contradictoire : contradiction d'une part entre les aspirations des masses telles qu'elles se sont exprimées dans la Révolution de février, et la conclusion politique immédiate de leur mouvement, la formation d'un gouvernement bourgeois.

Contradiction, d'autre part, au niveau du pouvoir d'État. Ce gouvernement bourgeois n'annule pas l'existence de ce qui, potentiellement, constitue un gouvernement ouvrier, les soviets, qui s'affirment comme un second gouvernement, malgré la volonté des dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires.

C'est une situation de dualité de pouvoirs. Face à face, se dressent deux pouvoirs antagonistes qui correspondent à des classes différentes. Que les dirigeants majoritaires du mouvement ouvrier agissent comme des conciliateurs - ce qu'exprime presque caricaturalement l'existence d'un troisième organisme : une commission de contact entre le gouvernement légal et le Comité exécutif des soviets - ne peut supprimer l'antagonisme irréductible entre ces deux pouvoirs.

La direction conciliatrice peut conduire à la défaite de la classe ouvrière, donc à la destruction de l'embryon de pouvoir prolétarien que constituent les soviets. Elle ne peut cependant pas supprimer la contradiction de classe et le degré politique atteint par cette contradiction qui s'exprime dans la constitution des soviets comme organismes dont la vocation objective est d'assurer le pouvoir.

Comment s'est imposé ce « paradoxe de février » ? De l'analyse de la révolution russe se dégage une loi universelle de toutes les révolutions, de tous les mouvements révolutionnaires. À la première étape de leur mouvement, les masses se portent vers leurs organisations traditionnelles. Au départ, nécessairement, alors qu'une avant-garde est déjà plusieurs pas en avant, c'est le gros de la classe ouvrière et ses alliés, l'ensemble des couches travailleuses, et enfin l'énorme masse de la paysannerie russe, qui se mettent en mouvement. La radicalisation de ces masses commence par leur ralliement à la direction des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.

Dans cette mesure, les bolcheviks, l'avant-garde révolutionnaire organisée est, non pas isolée, mais en minorité à la première étape de ce mouvement. Ajoutons que le Parti bolchevik tel qu'il existe en février 1917 est un parti amoindri, affaibli par la répression qui a suivi le déclenchement de la guerre, affaibli politiquement, d'abord par la vague de social-patriotisme, affaibli du fait que ses relations sont pratiquement interrompues avec son centre dirigeant, avec Lénine, affaibli parce que nombre de ses cadres politiques sont en prison ou au Front.

Mais, entre 1912 et 1914, le Parti bolchevik s'était constitué comme un parti, pas seulement comme un groupe ou comme une organisation, mais bien comme un parti du point de vue de ses liens avec les masses. Dans cette mesure, la mobilisation des masses passant par leurs organisations passait aussi, dans une moindre mesure bien sûr que pour les mencheviks ou les socialistes-révolutionnaires, par le Parti bolchevik. Et d'ailleurs ce sont des militants, des cadres moyens, des responsables de rayon, des responsables de cellule du Parti bolchevik qui ont joué le rôle dirigeant pendant les journées de février.

De plus, Trotsky précise que si l'insurrection de février fut victorieuse, c'est parce qu'il y eut combinaison du mouvement prolétarien - les grèves, les manifestations - et du mouvement paysan sous la forme du passage des soldats à l'insurrection. Avec les soldats, nombre de cadres moyens, sous-officiers, officiers en partie, sont passés à l'insurrection. Il ne s'agissait pas des vieux officiers de l'armée tsariste ; c'étaient des étudiants, des fonctionnaires, des petits-bourgeois, qui avaient été recrutés au titre du service militaire obligatoire et qui approuvaient les revendications démocratiques mises en avant en février 1917. Ces gens-là, majoritairement, ont rejoint le Parti socialiste-révolutionnaire correspondant aux aspirations de la paysannerie et, pour une moindre part, les mencheviks, mais très peu les bolcheviks. Car cette mince couche favorable aux réformistes était plus mince en Russie qu'ailleurs, elle existait néanmoins et dans les premiers jours de février, si elle se trouve avoir une importance politique disproportionnée, ce n'est pas seulement une question de manipulation ou de manœuvre, c'est que sa politique, y compris ses illusions sur la démocratie qui va continuer à se développer, et donc sur la nécessité de continuer la guerre pour défendre la démocratie contre l'impérialisme allemand, rejoint à une première étape les illusions des masses.

Ainsi, la remise du pouvoir entre les mains de la bourgeoisie peut s'accomplir, non pas avec l'approbation, mais avec le consentement de fait de la majorité des travailleurs qui ont fait la Révolution de février, parce qu'ils ont l'illusion qu'il s'agit d'une étape passagère et qu'en définitive, ce sont leurs dirigeants, leurs délégués, leurs conseils ouvriers, leurs soviets, qui auront le pouvoir.

La politique du Parti bolchevik consiste à nourrir la prise de conscience par les masses de leurs intérêts

véritables. Ils ouvrent la bataille au sein des soviets pour y conquérir la majorité politique contre les conciliateurs. Et combattre la politique de collaboration de classes ne signifie pas seulement la dénoncer, mais surtout ouvrir une issue pratique, immédiatement saisissable par les masses : *« Tout le pouvoir aux soviets ! »*.

La signification de ce mot d'ordre est la suivante : tout le pouvoir à la majorité existant dans les soviets, c'est-à-dire tout le pouvoir à ceux qui ont alors la confiance de la majorité de la classe ouvrière, aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, mais pas une once de confiance au gouvernement provisoire - celui de la bourgeoisie - rupture avec ce gouvernement. C'est l'axe stratégique qui connaîtra des modifications tactiques au fur et à mesure du développement de la lutte et c'est l'axe stratégique sur lequel le Parti bolchevik se construira et conduira le prolétariat à la victoire.

La question du parti est décisive et c'est à propos de la Révolution russe, en généralisant son expérience à l'échelle mondiale, que Trotsky écrivit en 1924 :

> *Dans la révolution prolétarienne, le prolétariat n'est pas seulement la seule force combative mais aussi, dans la personne de son avant-garde, la force dirigeante, seul le parti du prolétariat peut, dans la révolution prolétarienne, jouer le rôle que jouait avant la révolution la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités, ses universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de son ennemi s'est formidablement accrue.* (Léon Trotsky, *Leçons d'Octobre*, p. 45-46, GB, 2003)

Comment le Parti bolchevik a-t-il fait face à sa responsabilité de jouer son rôle essentiel de parti révolutionnaire ?

Les Thèses d'avril

Le 3 avril 1917, Lénine arrive à Petrograd. Le 4, il présente le document « *Les Tâches du prolétariat dans la présente révolution* » qui restera dans l'histoire sous le nom des *Thèses d'avril*, à la conférence de la fraction bolchevik au Congrès des soviets. Puis ces thèses paraissent dans la *Pravda*, le journal du parti, mais sous la signature personnelle de Lénine : elles n'ont pas été endossées par la conférence en question, elles expriment donc alors une position personnelle.

L'un des responsables bolcheviks de Petrograd écrivait dans son journal au lendemain du retour de Lénine : *« Les thèses de Lénine produisirent la même impression que l'explosion d'une bombe ; ce jour-là, Lénine ne trouva pas de partisans dans nos rangs. »*

Pour comprendre les raisons de l'isolement temporaire de Lénine, il faut analyser la politique des dirigeants bolcheviks au lendemain de Février. Si d'abord, dans les premiers jours, le gouvernement provisoire est dénoncé comme un gouvernement bourgeois, il est ensuite, par une résolution de la direction du Parti bolchevik, soutenu pour autant *« que ses actes correspondent aux intérêts du prolétariat et des larges masses démocratiques. »*

Ce soutien conditionnel n'est pas une position essentiellement différente à ce moment-là de la position des mencheviks. Surtout, elle constitue un glissement vers le défensisme, autrement dit vers la position qui prétend que la disparition du tsarisme et l'établissement d'une république démocratique modifie la nature de la guerre. C'est là l'une des premières positions que Lénine stigmatisera en disant qu'elle est *« odieuse et ridicule »*, lorsque la *Pravda* publie un article où elle exige du gouvernement provisoire qu'il renonce publiquement à toute politique d'annexion. Lénine explique que, de toute évidence, un gouvernement bourgeois ne peut pas renoncer à une politique d'annexion, à une politique d'oppression des autres peuples : *« Le lui demander, c'est laisser croire qu'il puisse le faire, c'est par là même tromper les masses. »*

Il précise que la guerre est une guerre impérialiste du fait des conditions objectives générales dans lesquelles elle s'inscrit et des buts de guerre des différentes puissances belligérantes, et non de la forme plus ou moins démocratique des gouvernements opposés les uns aux autres.

En ce sens, déclare Lénine, l'existence des libertés démocratiques en Russie (il écrit dans ces mêmes thèses : *« La Russie est aujourd'hui le pays le plus démocratique du monde »*) ne change rien au caractère de la guerre menée par la bourgeoisie russe, et donc à l'opposition des bolcheviks à cette guerre.

Le second point essentiel de ces thèses est de dégager le trait distinctif du moment politique en Russie, et ce trait distinctif, explique Lénine :

> *C'est la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape qui doit donner le pouvoir au prolétariat et à la paysannerie.* (Lénine, *Les Tâches du prolétariat dans la présente révolution*, *Œuvres*, t. 24, p. 12, Editions sociales, 1959)

Le troisième point est, dit-il, de constater que les bolcheviks sont en minorité dans les soviets et *« qu'il nous faut donc expliquer, convaincre »*. Il insiste longuement sur la ligne *« tout le pouvoir aux soviets »*.

Le quatrième point porte sur la nécessité d'œuvrer à la création d'une nouvelle internationale, puisque la seconde Internationale est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois.

C'était le 4 avril. À ce moment-là, par 13 voix contre 2, le comité de Petrograd, par exemple, repousse les Thèses d'avril.

S'adressant à ses compagnons de combat depuis de longues années pour certains d'entre eux, il dit :

> *Les « vieux bolcheviks », plus d'une fois déjà, ont joué un triste rôle dans l'histoire de notre parti en répétant stupidement une formule apprise par cœur.* (Lénine, *Lettres sur la tactique*, *Œuvres*, t. 24, p. 34, Editions sociales, 1959)

À la fin du mois, le 24 avril, à la Conférence natio-

nale du Parti bolchevik qui était convoquée pour discuter de ces thèses, Lénine obtient une solide majorité ; c'est dire qu'il a effectué pendant ce mois d'avril ce que Trotsky appelle dans son *Histoire de la Révolution russe* un réarmement du parti.

Cette lutte politique interne permet de comprendre que le parti est à la fois un instrument de la lutte de classes et un enjeu de cette lutte à chaque moment. Pourquoi Lénine, en dépit de son immense prestige et du caractère jusque-là pratiquement incontesté de sa direction, se trouve-t-il au départ en minorité ? Ce n'est pas parce qu'il revient de Suisse mais parce qu'il est isolé politiquement, et il est isolé politiquement parce que la majorité des cadres du Parti bolchevik trouve une justification à ce qui est en définitive un glissement opportuniste dans les thèses héritées du passé du Parti bolchevik lui-même, c'est-à-dire dans la conception de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans. En effet, toute l'argumentation des adversaires de Lénine consiste à dire que la révolution démocratique bourgeoise n'est pas achevée et qu'on ne peut donc poser, comme le fait Lénine, la question de la révolution prolétarienne.

Il faut souligner que dans ces thèses, Lénine ne fait pas de l'installation au pouvoir d'un gouvernement bourgeois la conséquence de nécessités objectives. Il ne dit pas qu'il y a une première étape où le pouvoir a été donné à la bourgeoisie parce que les tâches de la révolution étaient bourgeoises. Il dit que le pouvoir a été donné à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat.

Ainsi Lénine, de ce point de vue, implicitement, rejoint dans ce qu'elle a d'essentiel la théorie de la révolution permanente. Et il la rejoint (ce qui donne toute sa portée au discours prononcé en Suisse), à partir du caractère international de la révolution. Certes, en Russie, le prolétariat est une faible minorité ; certes, les problèmes qui sont posés au développement révolutionnaire en Russie, ce sont d'abord et avant tout les tâches démocratiques héritées du passé, toujours présentes du fait de l'incapacité de la bourgeoisie à réaliser sa propre révolution. Mais l'accomplissement de ces tâches ne peut se mener que sous la direction du prolétariat et dans le cadre d'une situation mondiale qui est celle de l'affrontement de la révolution et de la contre-révolution à l'échelle internationale. C'est cette réalité qu'expriment la guerre impérialiste et les mouvements que commencent à dresser contre elle les masses (grèves, manifestations, mutineries en France, en Allemagne, en Angleterre...). Là est la perspective de Lénine.

Il comprend que la question n'est pas celle de l'amélioration de la démocratie bourgeoise en Russie, mais celle de la démocratie prolétarienne, préfigurée dans le mouvement des masses russes à travers la formation des soviets. C'est pourquoi le mot d'ordre qui correspond à la fois aux intérêts de classe du prolétariat et aux possibilités contenues dans le développement de la Révolution russe, est *« tout le pouvoir aux soviets »* ; tout le pouvoir à la classe ouvrière et à sa représentation organisée.

> *L'arrivée soudaine de Lénine de retour de l'étranger après une longue absence, les clameurs exaspérées soulevées dans la presse autour de son nom, le conflit de Lénine avec tous les dirigeants de son propre parti et sa rapide victoire sur eux, en un mot l'enveloppe extérieure des événements, contribuaient beaucoup dans ce cas à une évaluation mécanique, opposant l'individu, le héros, le génie, aux conditions objectives, à la masse du parti. En réalité, cette antithèse ne présente qu'un seul côté des choses.*
>
> *Lénine était, non point un élément fortuit de l'évolution historique, mais un produit de tout le passé de l'histoire russe. Il tenait en elle par ses racines les plus profondes. Conjointement avec les ouvriers avancés, il avait participé à toutes leurs luttes pendant le précédent quart de siècle. « L'effet du hasard » ne fut pas qu'il intervint dans les événements, ce fut plutôt le brin de paille avec lequel Lloyd Georges essaya de lui barrer la route. Lénine ne s'opposait pas du dehors au parti, mais il en était l'expression la plus achevée. Éduquant le parti, il s'y éduquait lui-même, son désaccord avec la couche dirigeante des bolcheviks signifiait une lutte du parti entre son hier et son lendemain. Si Lénine n'avait pas été artificiellement éloigné du parti par les conditions de l'émigration et de la guerre, le mécanisme extérieur de la crise n'eût pas été si dramatique et n'eût pas masqué à tel point la continuité interne du développement du parti. De l'importance exceptionnelle que prit l'arrivée de Lénine, il découle seulement que les leaders ne se font point par hasard, que leur sélection et leur éducation exigent des dizaines d'années, qu'on ne peut les supplanter arbitrairement qu'en les excluant mécaniquement de la lutte, qu'on inflige au parti une plaie vive et que, dans certains cas, on peut le paralyser pour longtemps.* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, t. 1, p. 375-376, Editions du Seuil, 1950)

En l'absence de ce réarmement du parti, on ne peut que spéculer sur un redressement ultérieur de celui-ci. Mais précisément, à partir du moment où la crise révolutionnaire était ouverte, les jours étaient comptés, les délais se raccourcissaient, il n'y avait pas de temps pour de telles expériences. C'est en ce sens que le rôle de Lénine est effectivement décisif et que Trotsky dit dans *L'Histoire de la Révolution russe* qu'en son absence, très probablement, la Révolution russe n'aurait pu vaincre en octobre. Elle n'a pu vaincre en effet qu'à travers l'instrument politique indispensable à la victoire : le parti. Pour cela, il fallait que le parti lui-même fût armé ; et c'était là le rôle irremplaçable de Lénine - non comme individu génial, mais lui-même produit de l'histoire du bolchevisme et de ses luttes passées - que d'assurer cet armement.

(à suivre)



On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Front unique ouvrier pour bloquer l'offensive réactionnaire !

Boycott de toutes les discussions des plans de Sarkozy !



Université Crise bancaire Iran Sécu LCR Russie 1917

n° 25 octobre 2007 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Venezuela

Solidarité avec les travailleurs du Venezuela ! Indépendance des organisations ouvrières à l'égard de l'État bourgeois ! Halte à l'intimidation, à la calomnie et à la violence contre les travailleurs et les militants qui luttent pour leurs droits !

Au cours de l'été, les contradictions entre de larges parties de la classe ouvrière vénézuélienne et la bureaucratie chaviste n'ont pas arrêté d'augmenter.

1 500 000 travailleurs du secteur public du Venezuela se sont unis contre Franklin Rondón, leur dirigeant corrompu. Il a rédigé sans leur consentement un contrat collectif très éloigné des revendications ouvrières, pour de meilleures conditions de travail, pour une sensible augmentation de salaire et pour une réduction des heures de travail.

Mi-août, des délégations syndicales du FENTRASEP, dirigé par Rondón, ont tenté d'organiser une rencontre avec l'inspecteur du travail en chef au Ministère du Travail, mais ils n'ont pas été reçus -sur décision du Ministre du Travail en persone, José Rámon Rivero. Des forces de police puissantes protègent le Ministre du Travail contre la classe ouvrière vénézuélienne...

Dans l'industrie du pétrole, PDVSA, la principale entreprise d'État, est secouée par le mécontentement ouvrier. Comme dans le secteur public, l'enjeu est le contrat collectif. La nomination d'un conseil de négociation pour le contrat, sans élection préalable par les travailleurs eux-mêmes, a provoqué des piquets de grève et des manifestations contre ce mode non démocratique et autoritaire de mise en place de l'équipe de négociation.

Ces luttes s'inscrivent dans la résistance des secteurs les plus conscients de la classe ouvrière du Venezuela contre le régime de plus en plus bonapartiste d'Hugo Chávez Frias. Tout en parlant de « socialisme du 21e siècle », Chávez s'appuie ouvertement sur les entrepreneurs « socialistes », défend la propriété privée des moyens de production, et s'oppose aux syndicats de lutte de classe.

En mars, pendant le lancement de la campagne pour la construction du P« S »UV, il s'en est pris violemment à l'indépendance des syndicats. Alors que Chávez parle de « socialisme au Venezuela », sa *Guardia Nacional* attaque les travailleurs de Sanitarios Maracay et d'autres usines occupées qui revendiquent le contrôle ouvrier sur la production.

La répression contre les manifestants ouvriers a atteint un sommet le 27 septembre dans l'État d'Anzoátegui : des travailleurs qui se sont rassemblés pour affronter le « ministro del Poder Popular para la Energía y el Petróleo (Menpet) » (Ministre du Pouvoir populaire pour l'énergie et le pétrole) Rafael Ramírez sur le site de la Venezuelan Petróleo Corporation (CVP), ont été agressés par de puissantes forces de police avec des gaz lacrymogènes, des matraques et des fusils. Au moins un ouvrier a été touché au dos et a dû être hospitalisé.

Au même moment, apparaissaient des emails et des tracts anonymes cyniques et menaçants, calomniant et menaçant les travailleurs en lutte et les dirigeants de l'UNT. Ils sont traités de « rats », de saboteurs et de contre-révolutionnaires voulant détruire l'économie vénézuelienne.

Jusqu'à présent, de telles formules n'avaient été utilisées que dans les déclarations publiques pour dénoncer les forces pro-impérialistes de l'opposition bourgeoise à Chávez pendant la tentative de coup d'État en 2002. Ils visent à encourager les attaques contre les grévistes, contre les piquets de grève et contre les dirigeants syndicaux qui réclament l'indépendance des syndicats contre l'État bourgeois. La source de cette campagne semble bien être le Ministre du Travail.

En aucun cas nous ne défendons la ligne politique des dirigeants de la C-CURA, comme Orlando Chirino ou Marco García. Ils sèment des illusions en Chávez et en sa révolution « bolivarienne ». Toutefois, nous les défendons comme des militants ouvriers agressés parce qu'ils représentent, même insuffisamment, les aspirations des masses.

Nous exprimons notre solidarité avec les travailleurs vénézueliens en lutte et nous condamnons les menaces et attaques lâches et anonymes contre les dirigeants de la C-CURA. Nous appelons toutes les organisations ouvrières à exprimer leur solidarité avec les travailleurs vénézueliens.

Nous rejetons toute illusion en Chávez et en son projet politique : la « révolution bolivarienne » n'est qu'un nouveau piège bonapartiste contre la classe ouvrière, contre les paysans pauvres et contre les masses laborieuses du « secteur informel » des villes du Venezuela. De tels mouvements populistes, qui associent une rhétorique « gauchiste » et des mesures capitalistes violentes, ne sont pas nouveaux en Amérique latine. La classe ouvrière ne doit pas faire confiance à la bourgeoisie nationale et à ses militaires « progressistes ». Seule son action révolutionnaire sous la direction d'un parti ouvrier révolutionnaire authentique, assisté des autres fractions exploitées de la population, peut libérer le pays de la domination impérialiste et ouvrir la voie au socialisme, ce qui nécessite l'extension de la révolution prolétarienne au moins à tout le continent.

27 septembre 2007

Collectif Révolution Permanente, DNK Autriche